parti pris

numéro 5 février 1964 prix: 50 cents

le pouvoir — paul chamberland — hubert aquin

nouvelles — andré major — gérald godin

chroniques

andré major — jean-marc piotte
pierre maheu — jacques ferron
gérald godin — jacques allard
robert maheu — denys arcand
camille limoges — patrick straram
laurent girouard — jacques godbout

parti pris

numéro 5 février 1964

sommaire

LE POUVOIR

éditorial 2

les contradictions de la révolution tranquille 6
paul chamberland

le corps mystique 30
hubert aquin

NOUVELLES

gérald godin 37

andré major 40

CHRONIQUES

chronique d'une révolution 43

chronique du R.I.N. 47

chronique de l'éducation 48

les livres 50

ce bordel de pays 52

les divertissements 53

l'information 59

crypto-vulgarités 61

revue politique et culturelle
paraît chaque mois
sur 64 pages

●

comité de rédaction: André Brochu, Paul Chamberland, Pierre Maheu, André Major, Jean-Marc Piotte.

●

comité d'administration:
Yvon Dionne, Laurent Girouard, Camille Limoges, Pierre Maheu, Robert Maheu, Gérald McKenzie, Lise Théberge.

●

éditeur:
La Revue PARTI PRIS, inc.
790-B, av. Champagneur,
Montréal (8)
Québec.

●

distributeur: Agence de Distribution Populaire,
1130 est, rue Lagauchetière
Montréal.
Tél. LA 3-1182

●

Les manuscrits non retenus sont rendus à leurs auteurs dans un délai d'un mois, s'ils sont accompagnés d'une enveloppe de retour affranchie.

●

Le ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

●

Reproduction interdite.

●

Prix 50 cents
12 numéros: $5.00

nous avons choisi la révolution

Elaborer une certaine critique d'objets, de situations, de réalités présuppose toujours une forme particulière de langage *qui ne fait que signifier le choix ou l'invention d'une* méthode. *En ce sens, l'improvisation même est relative aux choix d'une axiomatique, si implicite soit-elle. En d'autres termes, il est illusoire de se prétendre exempt de tout parti pris. Celui de l'objectivité, car c'en est un, manifeste l'attitude d'un observateur impassible qui veut juger la réalité* telle qu'elle est. *C'est ainsi que les économistes anglais du XIXe siècle entendaient déceler les "lois" de l'économie; et ils ont donné une allure de vérité scientifique aux contradictions et aux injustices de la société capitaliste de leur époque. Bien sûr, ils ont mis à jour certaines données, mais la critique radicalisante de Marx a révélé le rapport de ces données à* tel *équilibre des forces sociales: la servitude du salariat.*

L'objectivité ne peut être qu'un moment *de la rationalité dans la mesure où la réalité humaine dépasse la rationalisation du* "tel qu'il est": *l'humain est aussi création, passion, agir et liberté; il ne se découvre et ne se connaît qu'en s'inventant, et c'est contre la réalité "telle qu'elle est" que l'homme s'invente. La connaissance objective n'est que l'*interprétation *exacte d'une facticité présente qui est tout entière à transcender: elle n'acquiert de signification humaine que relativisée par un projet global de* praxis révolutionnaire *qui réalise, sur le plan social, la transcendance humaine. Ainsi est-il nécessaire d'opposer dialectiquement à une rationalité* objective *une rationalité* prospective *qui réconcilie l'humain avec son futur, c'est-à-dire sa liberté.*

Voilà l'esquisse d'une méthode, les raisons d'un langage. Un langage et une méthode que nous sommes plusieurs — compte tenu des variations personnelles — à promouvoir, dans le corps-à-corps épuisant d'un destin et d'une liberté vécus intégralement de l'intérieur de la réalité nationale. Or c'est là consentir au vertige et même à la déraison puisque nous parions sur un avenir contesté jusque dans ses racines, le présent national. *Notre seule raison d'agir*

comme québécois, et d'être québécois, plonge dans le futur d'un Québec libéré, là où seul il nous soit permis d'être hommes.

A notre tour nous nous exilons, *mais dans l'*avenir. *D'autres avant nous ont choisi l'exil; l'exil fut le malheur des plus lucides. Ne retenons comme figures exemplaires, qu'un Saint-Denys Garneau et un Borduas. Le premier s'est enlisé dans les marais de la "vie intérieure"; il n'est pas le seul. Le dernier, comme beaucoup d'autres, a fui le "pays incertain" qui le rongeait vers une France impossible qui l'acheva dans l'asphyxie des "blancs et noirs", image obsédante de notre désert, de notre propre absence à nous-mêmes. Car le temps de l'exil c'est le* temps présent, *tel une terre de sel et de cendres; c'est toute la nation qui est en exil, en exil dans un passé mythique qui s'abreuve à toutes ses forces vives.*

Oui, nous avons choisi l'exil, l'exil de l'avenir, parce que le présent nous échappe, parce qu'il est le temps du mensonge et de l'aberration. Parce qu'il est le temps de l'ambiguïté. *Mais ce n'est là qu'une* autre *façon de vivre le présent, d'assumer l'ambiguïté. Ce que nous refusons du présent, c'est* l'immédiat: *nous refusons de jouer le jeu des compromissions, des politiques qui, sous prétexte de sauvegarder le peu que nous avons, ne tendent qu'à perpétuer les contradictions qui nous détruisent. Nous refusons le* "réalisme" *politique qui ne ferait que hâter, pour nous, le processus de* démoralisation culturelle *qui nous mine. Le présent national que nous voulons vivre, c'est le temps de la nuit, de la* négativité, *le temps où nous devons contester même "ce que nous avons" parce que ce qui est en jeu c'est l'existence même d'un* nous *authentique. Le vertige et la possibilité de la déraison ne font que réfléchir, au niveau de la conscience individuelle,* l'ébranlement natal *qui doit nous introduire dans le jour de la liberté et de l'affirmation. Nous luttons pour notre identité.*

Le seul devoir que nous puissions nous donner c'est de poser, comme nous le pouvons, les assises d'une révolution qui seule peut accomplir l'existence nationale. Or rien n'est plus problématique qu'une révolution québécoise, rien n'est plus fragile et menacé que ses prémisses. Les articles du présent numéro en seront un témoignage certain. Vouloir une révolution ici suppose une logique particulière qui sourd d'un certain désespoir. *Ce désespoir n'est rien moins qu'une "émotion"* littéraire; *conscient ou secret, il engendre l'aigreur, le cynisme ou le fatalisme. Quel québécois peut prétendre échapper à l'un ou l'autre de ces "symptômes"? Le désespoir, une fois dépassé un certain seuil d'écoeurement, engendre aussi la colère, la révolte et l'enthousiasme, bref une espérance dont on vit ou dont on meurt. Notre désespoir s'enracine dans notre être même: il réfléchit la hantise de notre propre mort en tant que peuple. A quelle autre*

raison plus fondamentale pouvons-nous rattacher, jusque dans leur irrationalité, et surtout à cause de cette irrationalité, le terrorisme du FLQ, les jeûnes d'un Chaput, des manifestations comme celle de la "Place des Arts"?

Nous savons que la mesure est criminelle, et la sagesse assassine. Le seul présent que nous pouvons, que nous voulons vivre est celui de l'outrance, *parce que nous sommes "désespérés", parce que nous devons défier la* mort. *L'extrême rigueur touche à l'extrême folie; nous acceptons le délire, qui manifesterait en creux, pour la nation, son futur raturé.*

Mais du désespoir nous choisissons l'enthousiasme, qui est, pour tout un peuple, la révolution. Le désespoir ne nous sera pas autodestruction: nous en ferons un moteur de l'agir. A ceux qui nous reprocheraient de n'être que des mécontents isolés en mal d'une révolution d'intellectuels, nous répondons que ce que nous vivons sur le mode du désespoir-colère-révolte, *les classes exploitées de la nation le vivent sur le mode du* désespoir-ressentiment-fatalisme. *On se plaît à déplorer l'inconscience politique des "masses" au Québec, mais l'on oublie trop aisément qu'engluées dans une situation coloniale, elles ne peuvent que se* désintéresser *d'un pouvoir politique qui les manipule comme une vile marchandise. Dans une société où c'est le curé qui "forge" les consciences, le député qui donne les contrats, les étrangers colonisateurs qui vendent le pain quotidien, comment exiger des exploités de participer à leur propre démolition. Cette aliénation, ils l'éprouvent à chaque jour. Un dernier exemple? A Thetford Mines et à Black Lake, 5 mines ferment leurs portes durant la quinzaine des "Fêtes"; 1,600 chômeurs et leurs familles devront faire maigre durant ces jours, avec en plus la perspective de taxes à payer. Encore une fois, le profit de quelques-uns prévaut sur les hommes. Mais les classes exploitées ont aussi leur exil: le hockey, la taverne et la télévision.*

Nous subissons la même aliénation; nous n'avons en commun que la colère et le ressentiment. La même impatience: ce que le FLQ a signifié pour nous, le "caouettisme" l'a signifié pour eux. Maintenant, tout nous sépare: entre les classes exploitées et nous, il y a ce "tout" *que sont les contradictions d'une société aliénée, colonisée, désagrégée; il y a ceux qui perpétuent la défiguration de l'homme* ici, *de l'homme québécois, parce qu'ils y trouvent leur profit. La petite élite de profiteurs au pouvoir voudrait nous faire croire que nous sommes des leurs; elle a des postes tout disponibles pour ces "jeunes hommes brillants" qui travailleront au bien de la nation; elle va même jusqu'à s'amuser de leur petite révolte d'adolescents. Eh bien! non, nous ne sommes pas des vôtres, et nous serons de plus en plus nombreux à le reconnaître: nous sommes déclassés;*

votre société ferait de nous des parasites et des valets. Et maintenant considérez-nous pour ce que nous sommes: des délinquants. *Nous refusons votre Ordre et nous voulons le détruire. Pour le moment nous n'avons que ce refus, mais nous savons qu'il est une première brèche dans ce mur qui nous sépare des exploités. Tout nous sépare mais du moins nous contestons ce tout, nous contestons cette séparation. Révoltés, nous nous figerions encore comme conscience de cette séparation; mais nous n'avons plus le goût de jouer les consciences malheureuses. Nous nous sommes jurés de forcer la brèche, fût-ce au risque d'en périr.*

Nous connaissons les exigences de notre parti pris: la venue et l'action d'un véritable Parti révolutionnaire. *Nous avons quelque peu précisé, dans un numéro précédent, la conception que nous avions d'un tel Parti. Nous continuerons de le faire. Nous connaissons aussi nos limites, les limites d'une entreprise comme Parti Pris. Nous ne pouvons qu'*appeler *la formation d'un tel Parti; l'effort d'analyse et de démystification que nous avons amorcé perdrait toute sa signification s'il n'était pas, à plus ou moins brève échéance, conjugué à une praxis révolutionnaire cohérente et généralisée, ce qui relève d'un Parti puissant et audacieux. Un peu comme Jean-Baptiste, Parti Pris n'aura eu de sens que parce qu'il préparait autre chose.*

Le présent numéro sera constitué en grande partie par des articles qui témoigneront, chacun à sa façon, d'une tentative de critique révolutionnaire de la politique québécoise. L'instrument décisif de toute praxis révolutionnaire est l'exercice du pouvoir. Aussi faut-il tout d'abord évaluer les forces politiques présentes en regard de la situation globale de la société québécoise. Davantage, il faut dénoncer les contradictions et les injustices de l'ordre établi afin d'en hâter, le plus possible, la désagrégation. Nous ne présentons ici que des ébauches d'un tel travail, nous comptons que ce ne soit là que des jalons.

PARTI PRIS/p.c.

les contradictions de la révolution tranquille

paul chamberland

Ce que d'aucuns considéraient comme un tournant décisif dans les relations Ottawa-Québec s'est révélé une belle "partouze" de compromissions qui n'ont satisfait personne. Après tant d'autres... La rencontre fédérale-provinciale sur la fiscalité s'est terminée en queue de poisson comme il se devait après tant de loyaux-efforts déployés par la "diplomatie" de Pearson. Au grand regret de nos éditorialistes, le ballet du "fédéralisme coopératif", après un premier pas-de-deux (Lesage-Pearson: sourires complices, bonnes blagues) s'est affalé dans les plates-bandes. Pearson vend la mèche aux journalistes, Robarts grince des dents et, le petit gâteau de la péréquation avalé, chacun rentre dans son appétit. Chacun retourne à ses tics préférés: Lamontagne, dépité (quel four pour ce brillant patineur!) relance ses fantômes crypto-séparatistes; Lesage aimerait bien retrouver son ultimatum au vestiaire, avec ce manteau qu'il a perdu. Et pendant ce temps, Diefenbaker s'empresse d'assurer sa rentrée au pouvoir.

Cet événement, parmi tant et plus du même style, ne fait qu'accuser davantage l'équivoque foncière qui masque le pourrissement de notre situation politique. Le colonialisme canadian, affublé de la défroque grotesque du "fédéralisme coopératif", ne semble pas devoir perdre de sitôt, dans notre pays (1) ses défenseurs attitrés. Nous avons certes notre clique de "collaborateurs" roués, mais nous manquons encore moins de cocus. A preuve, cette pénible chose échappée de la plume d'un de nos éditorialistes:

> Ce vers quoi, en somme, cette conférence pourrait nous acheminer, c'est l'acceptation d'un fédéralisme vraiment coopératif (sic). Un fédéralisme où le gouvernement central continuerait peut-être, hélas! (?) d'empiéter à l'occasion dans le champ des compétences provinciales, mais ne le ferait plus aussi brutalement qu'il le faisait dans le passé. (2)

Dépouillez-moi, monsieur, mais dépouillez-moi dans les formes. Voilà tout

ce que trouve à dire l'éditorialiste du quotidien français le plus important du pays. Une couillonnade de plus ou de moins, au point où nous en sommes...

le moment de l'ambiguité

Il semble que, lorsque nous tentons de comprendre la situation du Québec, nous ne puissions jamais arriver à formuler certain nombre d'évidences que seule une mauvaise foi non moins évidente puisse contester. Je me situe ici au niveau des faits et non des interprétations, pour autant que l'on puisse distinguer ces deux ordres. Invoquons-nous comme fait politique, économique autant que culturel notre situation de colonisés, qu'un concert de voix discordantes nous reproche de confondre faits et hypothèses, hypothèses reconnues, bien entendu, comme gratuites, rêveuses etc... Certains pays exploités, pour avoir subi une situation plus pénible, étaient du moins favorisés, sur ce plan, par une plus grande netteté. Ils avaient l'avantage d'options franches et nécessaires. A nous, cette netteté paraît être refusée; surgit-il certains faits brutaux qui signifient directement notre situation d'opprimés (manoeuvres policières lors de l'affaire FLQ, de la manifestation à la "Place des Arts") qu'ils se noient aussitôt dans la brumasse quotidienne de notre existence à moitié libre à moitié servile. La détérioration de la situation est telle qu'elle permet, aux yeux de la majorité, les interprétations les plus opposées selon une égale vraisemblance, du moins à première vue. Ce climat favorise l'hypocrisie d'un régime qui masque son visage d'oppression sous des dehors de bonne entente, émasculant ainsi la nation de la combativité nécessaire à son affranchissement.

La conscience du québécois moyen s'enlise dans la tiède vapeur de l'aquarium nord-américain à la faveur de cette *ambiguïté* qui, dissolvant toute action radicale, favorise, sous le couvert des protestations les plus désintéressées, les intérêts d'habiles privilégiés. Et le québécois moyen, fataliste par impuissance, sacrifie aux divinités débonnaires de la télévision, du hockey et de la taverne.

Quant à nous, nous estimons que l'ambiguïté de notre situation n'est pas le fait de quelque secret mauvais génie, ni d'un déterminisme aveugle de l'histoire. Si elle s'enracine dans une catastrophe historique — la Conquête — elle ne se perpétue que par ceux-là qui ont tout intérêt à la voir se perpétuer. Accepter de critiquer et d'agir de l'intérieur de cette équivoque c'est finir, tôt ou tard, par s'y engluer, infailliblement. Nous devons l'affronter sans détour, et cette attitude implique le refus de tout respect à l'égard de ce que nous avons

été, de ce que nous sommes devenus; et, par conséquent, de tout ce qui a concouru à nous rendre tels: de la Confédération aux institutions clérico-bourgeoises qui nous asservissent. Nous ne devons de respect qu'à l'égard de ce que *nous voulons être;* tout autre respect, *ici,* et *maintenant,* est réactionnaire. Il nous faut refuser la mystification de l'ordre établi, l'attaquer dans ses structures mêmes. Parce qu'il perpétue, pris globalement, une situation qui corrompt de l'intérieur la réalité vivante de la nation, la majorité que sont les classes exploitées.

Oui nous sommes asservis: dominés par l'impérialisme américain (c'est la seule évidence sur laquelle presque tout le monde s'entend), colonisés politiquement, économiquement et culturellement par les canadians, confirmés dans ce double asservissement par la majorité des gens en place au Québec, qui ne connaissent qu'un souci: tirer parti le plus possible du *statu quo,* qu'ils travestissent habilement de réformettes et de révolution tranquille.

Nous avons des *ennemis* et nous devons les identifier comme tels. Nous devons, pour des raisons de stricte dignité, quitter cette mentalité d'eunuque qui prétend *"dialoguer"* avec un autre qui lui impose les réparties. Cesser de croire à cette démocratie qui ne peut se soutenir que par ses flics. Nous avons des ennemis et c'est contre eux que nous devons nous affirmer. Nous avons des ennemis de l'extérieur et de l'intérieur; la trahison et la collaboration ne sont pas des interjections mais des faits précis.

La seule analyse de notre situation qui tienne doit s'imposer comme un *effort* de *démystification* et de *lutte ouverte* envers l'ordre établi. Créer une conscience révolutionnaire au sein des classes exploitées. Nous nous proposons dans cet article d'évaluer la position du gouvernement Lesage par rapport à la situation québécoise. Nous n'entendons aucunement proposer une critique interne du régime parce que, derrière les agissements du gouvernement, nous voulons atteindre les *structures* mêmes qui *produisent* un gouvernement Lesage. Nous refusons de nous situer sur le même plan que celui que nous avons en vue. *Parce que nous le contestons intégralement.* C'est donc selon une perspective révolutionnaire que nous envisageons cette critique. Et, ce faisant, nous savons qu'une telle critique perd toute signification sans *praxis* conséquente, et que celle-ci s'inaugure et s'affermit péniblement. Nous préférons somme toute l'*inefficacité immédiate* de notre effort à la tentation de jouer le jeu de compromis finalement déficitaires. Notre histoire, désormais, ne peut être qu'un *pari;* l'échéance ignore les atermoiements.

Ainsi le sens de notre critique est bien net: établir, en étudiant une superstructure essentielle, le *Pouvoir,* les facteurs qui déterminent les contradic-

tions de la situation nationale. Une analyse globale de la situation sous l'angle de l'ambiguïté s'impose sans doute par elle-même. Nous en convenons, mais nous estimons tout aussi important de procéder à des analyses différentielles portant sur des faits précis afin de saisir sur le vif les *figures concrètes* de cette ambiguïté. Nous admettons donc au départ, sans le discuter pour lui-même, le fait de notre ambiguïté, pour en vérifier l'un de ses aspects majeurs.

l'autonomisme, régime des rois nègres

Le gouvernement Lesage est grevé de contradictions; ses attitudes politiques autant que sa composition en témoignent. Il l'est à deux niveaux. Les structures qui le définissent paralysent au départ tous les efforts qu'il peut entreprendre dans l'intérêt de la nation; lui-même entend travailler à l'intérieur de cadres qui le nient. Mais la contradiction se noue autour de la *question nationale*. Le gouvernement Lesage se prétend autonomiste et agit comme tel. Il faut distinguer ici le contenu *électoral* (démagogique) du contenu *réel* de l'autonomisme. D'un côté, le gouvernement se présente comme le représentant, le champion du nationalisme québécois; il multiplie les slogans "nationalistes": "Maîtres chez nous", "la belle province"; il donne de la politique de grandeur: "Maisons du Québec, banquets Malraux, "moi-en-tant-que-représentant-de-l'Etat-du-Québec"... Mais qu'est-ce que l'autonomisme réel sinon la marge inoffensive de pouvoir que le gouvernement central colonialiste concède à sa province? Le gouvernement Lesage en reconnaissant le pouvoir actuel d'Ottawa travaille directement contre les intérêts de la nation, intérêts qu'il prétend par ailleurs défendre. La poussée nationaliste s'accroît de jour en jour au point que seul peut se maintenir au pouvoir un régime qui paraît épouser cet élan. Le nationalisme devient un *atout électoral;* il importe alors de mystifier suffisamment la conscience nationale pour lui donner le change sur ses véritables aspirations. Le gouvernement Lesage, certes, est nationaliste pour des raisons qui ne relèvent pas uniquement de l'électoralisme. Mais ces raisons "positives" perdent toute consistance dans la mesure où ce sont les raisons d'un régime fondé sur l'équivoque. Quoi qu'il en soit, en acceptant que le Québec demeure en situation de colonisé il se fait le valet des dominateurs canadians, qu'il le veuille ou non.

Le nie-t-il? Il n'est pas question ici de préjuger des intentions d'un gouvernement. Nous devons évaluer ses actes et leurs conséquences. Nous devons en chercher aussi la détermination objecti-

ve. Mais avant de procéder à cette recherche, il convient de revenir sur le phénomène où culmine le plus l'ambiguïté de notre situation: le nationalisme.

une hydre: le nationalisme

Avant d'être une idéologie politique, le nationalisme est le *sentiment d'une communauté*. Certains attardés s'entêtent à le réduire à une pensée réactionnaire qui mène directement au fascisme. Un tel nationalisme, ils l'oublient, ne peut se développer que dans une nation qui est en position dominante. Rien de tel ici; le nationalisme québécois est l'expression du ressentiment d'une nation dominée, exploitée. Il est avant tout un *symptôme*. L'ambiguïté du nationalisme tient à sa nature irrationnelle, ce qui ne lui enlève pas pour autant son importance objective. Mais sa polyvalence, son caractère à la fois informe et dynamique le rendent monnayable par toutes sortes d'idéologies politiques. A ce niveau, nous devons admettre *plusieurs* nationalismes. Il faut distinguer ceux qui exploitent plus ou moins consciemment le nationalisme au profit de groupes ou de classes privilégiées et ceux qui veulent développer de l'intérieur du nationalisme la conscience sociale et politique de la nation, principalement dans ses classes les plus exploitées.

De toutes façons, le nationalisme québécois donne à voir (pour ceux qui le veulent bien): il manifeste des conditions objectives d'oppression et d'aliénation qui affectent la majorité. Et cela au niveau de *toutes* les structures de notre société, même celles qui en paraissent fort peu influencées; des esprits étroits, quand ce ne sont pas de vulgaires mystificateurs, prétendent apporter des solutions en faisant fi de notre situation coloniale. Ce caractère de notre situation est englobant par rapport à tous les autres parce qu'il affecte *l'existence* et *l'identité* de la nation et de ses membres. Par conséquent, nous devons engager une *action totalisante* qui vise ni plus ni moins à l'affranchissement complet de la tutelle canadian. L'indépendance serait peut-être évitable si dans les faits la nation canadian nous acceptait pour ce que nous sommes, mais ce serait demander aux colonisateurs, aux exploiteurs de se nier, ce qui est l'impossible.

Il ne peut être question d'envisager le problème national en dehors de son *vécu réel* qui prend l'expression du nationalisme, et cela quelles qu'en soient les imprécisions ou les limitations, entendu que ces limites et imprécisions ne sont possibles que par un certain degré de *mystification* entretenue, de quelque façon que ce soit, par les forces étrangères et internes d'oppression. Ceux qui par-

lent de *racisme* ou de *xénophobie* nous font l'effet, de plus en plus, de somnambules qui, sous prétexte d'enrayer un mal, sont prêts à supprimer le malade. Cela finit par tourner à la pédérastie; et cela rejoint l'enculage systématique que fait subir à la nation québécoise la *C*anadian *B*roadcasting *C*orporation (cf "A Show from two Cities"). L'onanisme politique, qu'il soit "bi-culturalist", "fédéralist-coopératif" etc... etc... devient de jour en jour une forme plus insidieuse de trahison. Oui, "le moindre divertissement de la pensée est une complicité criminelle avec le colonialisme." (Sartre)

Ainsi l'équivoque la plus subtile et la plus pernicieuse réside sans doute dans *l'ambivalence* du nationalisme. Le seul nationalisme acceptable est celui qui vise progressivement à sa propre *éradication;* et cette action n'est possible qu'en s'imposant comme *lutte* de *libération nationale*. Lutte à mener sur deux fronts: 1° détruire radicalement les *structures objectives* de la situation coloniale, tant externes qu'internes; 2° faire progresser la *conscience nationale* du nationalisme revendicateur et brouillon à la prise en charge totale de son devenir. Voilà deux aspects d'une même action, puisque l'intersubjectivité nationale ne peut naître à la responsabilité et à la dignité qu'en se confrontant aux conditions objectives de son épanouissement. Or il y a des nationalismes qui sont de véritables *opiums* pour l'ensemble de la nation; ils sont aussi nocifs que les idéologies qui défendent la domination coloniale d'Ottawa. Aussi étrange que cela puisse paraître, il existe une idéologie nationaliste qui fait le jeu du dominateur, qui perpétue l'équivoque.

La position du gouvernement Lesage doit être évaluée dans son rapport avec la lutte de libération nationale. Mais enfin ce gouvernement n'est-il pas nationaliste? Sans que ce nationalisme se réduise à des visées démagogiques? De fait, certaines réalisations paraissent dépasser le niveau de simples mesures électorales. Il nous faut scruter le nationalisme d'un régime qui refuse jusqu'à maintenant de s'attaquer aux véritables causes de l'asservissement national, qui travaille dans les cadres politiques imposés par l'étranger, qui accepte, ouvertement ou par abstentation, la domination d'une nation et d'un gouvernement *étrangers,* qui va jusqu'à partager le machiavélisme qui masque cette domination sous des mystifications aussi insidieuses que le "fédéralism coopératif", le "bi-culturalism", etc...

A quels intérêts le nationalisme du gouvernement Lesage est-il dévoué?

Nous avons envisagé globalement le régime Lesage. De toute évidence, nous ne pouvons ignorer le fait de certaines "divergences de vue" dans son sein. Il est courant d'opposer, par exemple, Lévesque à Lesage, de s'interroger sur la signification politique de la présence, au ministère des Finances, ne l'oublions

pas, de l'ancien président des Bourses de Montréal et du Canada.

Mais avant d'évaluer ces faits, il est une question primordiale à laquelle il nous faut apporter des éléments de réponse. *Quels sont ceux qui ont réellement accédé au pouvoir avec l'installation du régime Lesage?*

une politique de grandeur

Que s'est-il passé en 1960? De l'effondrement du régime duplessiste à l'affermissement de la "révolution tranquille", quelle transformation importante fut amorcée dans la politique nationale? Question devenue banale, peut-être, mais qui ne cesse d'être actuelle puisque nous vivons un remue-ménage qui inquiète sérieusement le dominateur canadian; à juste titre d'ailleurs, puisqu'il se sent, et qu'il l'est, de plus en plus bousculé. Certains, qui attendaient le Messie, se sont empressés de le reconnaître dans le gouvernement Lesage... et pourtant l'Etat est au bord de la faillite. De 1960 à 1963, nous sommes passés de l'euphorie au malaise, malgré des réalisations dont l'importance éclipse tout ce qui s'est fait depuis trente ans.

L'avènement de l'équipe Lesage a marqué, certes, plus qu'un changement d'hommes; le "c'est-le-temps-que-ça-change" manifestait l'irruption d'un nouvel esprit chez ceux qui exerceraient le pouvoir. Changement d'esprit? L'expression demeure pour le moins ambiguë puisqu'on ne peut facilement la remplir directement d'une signification objective. Elle indique plutôt des orientations. Une des plus évidentes est sans doute la décadence du "patronnage" et la montée de la technocratie; transformation vivante et qui est loin d'être achevée, comme tout le monde le sait. Cet inachèvement est d'ailleurs la marque propre de l'action gouvernementale; nous y sommes beaucoup plus sensibles du fait que le régime duplessiste se caractérisait surtout par sa stabilité, c'est-à-dire son immobilisme. Un autre fait à souligner, dans cet ordre, c'est que la plupart des réalisations en voie (nationalisation de l'électricité, inventaire de nos ressources naturelles, ministère de l'éducation, renouveau de la fonction publique...) comblent de graves retards. C'est là une tâche ingrate puisqu'il nous faut à la fois rattraper le temps perdu et nous façonner selon les besoins de la société et de l'homme contemporains. Ingrate d'autant plus que, pour le ministère de l'éducation par exemple, le gouvernement doit compter, pour ne pas dire composer, avec des forces réactionnaires puissantes, cette droite masquée.

Le point sur lequel le gouvernement Lesage marque l'échec le plus net est

sans contredit celui des relations fédérales-provinciales. Relations fédérales-provinciales, euphémisme qui désigne ce que tout le monde sait. Mais le gouvernement persiste à se situer de l'intérieur de l'ambiguïté que cet euphémisme consacre: autorité de l'Etat national (c'est ce qu'il prétend) il continue de traiter avec le gouvernement dominateur étranger dans des structures qui le réduisent à n'être qu'un membre de "onze gouvernements égaux". Il faut croire que le vocabulaire politique se renverse en passant la frontière québécoise; sans doute une conséquence du libéral-à-Québec-libéral-à-Ottawa qu'un Jean-Louis Gagnon élève allègrement au niveau d'une mystique partisano-con-fédéralisante. Monsieur Lesage, quant à lui, n'éprouve aucune difficulté, semble-t-il, à se considérer maître chez lui à Ottawa comme à Québec.

Ceux qui ont pris le pouvoir à Québec en 1960 avaient-ils conscience de l'élan national nouveau qui les supportait et qu'ils pensaient, qu'ils continuent de penser incarner? S'identifient-ils sans plus au rôle de messies nationaux qu'un moment de la situation québécoise semblait leur offrir? Sous le régime Duplessis, le mécontentement des québécois avait été interprété par les plus fervents anti-duplessistes en des termes anti-nationalistes (v.g. "Cité Libre") parce que le régime couvrait son pourrissement d'un visage nationaliste. Or le gouvernement Lesage, qui s'est imposé comme le triomphe des forces anti-duplessistes, affirme un caractère nationaliste des plus accusés; l'autonomisme du gouvernement actuel est plus efficacement agressif. On peut voir dans ce phénomène un paradoxe, mais il est aisé de comprendre que ceux qui détiennent la réalité du pouvoir au Québec, tant que notre pays devra lutter pour son épanouissement au sein des structures coloniales imposées par la Conquête, ne pourront se passer du nationalisme, de l'autonomisme. Le nationalisme est le seul mode de *conscience homogène* et *totalisant* de la société québécoise; que ce soit là une situation déficitaire quant aux intérêts mêmes de la nation, c'est évident. Mais ce mal n'est pas une quelconque faute originelle qui marque l'âme de la nation, ou un irrationalisme désuet dont il faut se débarrasser au plus tôt par de simples mesures politiques, économiques et sociales "réalistes": cette situation en est une de colonisé et elle ne peut être dépassée que par la révolution nationale.

Le "dégel" de 1960 signifiait peut-être davantage que le renversement d'un régime politique; il amorçait une transformation en profondeur de la conscience nationale, transformation qu'il sera difficile, désormais, de freiner. En 1960, le peuple se rendait brusquement compte qu'il n'était pas un troupeau dont le salut résidait dans l'obéissance au grand chef; qu'au-delà de la peur se profilait la liberté, la responsabilité de se façonner contre toutes les forces d'oppression. Ce sursaut national, le gouvernement

Lesage, avec sa "révolution tranquille", l'a-t-il assumé en son entier? Mais alors pourquoi le mouvement indépendantiste, le caouettisme, le FLQ? Objectera-t-on que ces mouvements sont consécutifs au mécontentement de petits groupes? Est-ce que le gouvernement Lesage, parce qu'il est au pouvoir, incarne davantage le moment actuel de la conscience nationale? Sa "révolution tranquille", est-ce bien celle du peuple? Lui qui prétend — c'est la logique même du pouvoir — assumer les désirs et les besoins de la nation, n'est-il pas en train d'être dépassé par le mouvement même qui l'a porté au pouvoir? Une fois les digues rompues, la débâcle provoquée, il est difficile de faire marche arrière ou même de "modérer" le torrent. Le gouvernement Lesage, certes, a répondu, continue de répondre à certaines exigences nationales, mais en refusant de prendre jusqu'à maintenant position sur la question essentielle, notre situation coloniale, il fait lui-même obstacle au mouvement qu'il a paru un moment incarner.

un nationalisme bourgeois

Le gouvernement Lesage accuse des contradictions fondamentales qui dépassent la personnalité de ses membres; les contradictions internes ne peuvent s'expliquer d'elles-mêmes: elles réfléchissent les contradictions qui déterminent la situation de l'ensemble de la nation. Dans notre brève analyse du nationalisme nous avions indiqué l'ambivalence de ce phénomène tant au niveau du sentiment que des idéologies qui lui donnent corps. Il y a un nationalisme du régime Lesage qui entre en contradiction, d'une part, avec la position qu'il prétend soutenir dans ses relations avec Ottawa, de l'autre, avec des formes plus ou moins élucidées de nationalismes plus combatifs.

Est-ce que par ses prises de position, son idéologie implicite, il est en mesure d'assumer et de valoriser authentiquement l'élan de la conscience nationale? Est-il radicalement impuissant à s'orienter, à plus ou moins brève échéance, vers une action plus nette et décisive de libération nationale? Et s'il faillit à la tâche, existe-t-il des hommes qui sont en mesure d'assumer à plein une action révolutionnaire de libération nationale? Les composantes de notre situation permettent-elles seulement la venue de tels hommes, puisqu'ils ne peuvent agir que par l'assentiment global des classes exploitées qui constituent la réalité objective de toute révolution possible?

Le nationalisme du gouvernement Lesage est un *nationalisme bourgeois*. Nous essaierons de montrer que le cou-

ple nationalisme-bourgeoisie constitue la raison profonde des contradictions du régime Lesage. Qu'il est à long terme un nationalisme ennemi de l'ensemble de la nation. Cependant, il nous faut admettre à titre d'hypothèse, vu la situation d'urgence nationale, la possibilité que ce soit la seule forme de nationalisme qui incarne un certain pouvoir réel sur l'ensemble des conditions objectives de la situation québécoise? L'autre face de cette hypothèse consiste précisément dans l'impossibilité d'une véritable révolution ici. Et alors les contradictions deviennent insolubles. Manifestes au sein du pouvoir, elles seraient inhérentes à la totalité de la nation elle-même. De telle sorte que notre existence constitue une *absurdité historique* en tant qu'elle veut se fonder sur une volonté d'*autarcie culturelle*. La "marée des deux cents millions d'anglo-saxons" finirait par nous bouffer de toute façon.

Mais il nous faut expliciter la proposition que nous venons d'avancer sur le caractère bourgeois du nationalisme du régime Lesage.

La "révolution tranquille" de Lesage serait tranquille parce que bourgeoise; d'ailleurs une révolution tranquille se traduit, en termes objectifs, par programme de réformes, c'est-à-dire une intelligente contre-révolution. Mais discutons plutôt de choses que de mots.

Nous situons le *fondement* de la politique gouvernementale, et par voie de conséquence les coordonnées de la situation québécoise, au niveau de l'*infrastructure économique,* et cela en tenant compte de tous les facteurs qui la déterminent: cycle production-distribution-consommation et forces sociales qui y sont engagées. Nous devons toutefois éviter de réduire cette activité à elle-même en la considérant uniquement comme un ensemble complexe de rouages que certaines formules peuvent mettre harmonieusement en marche. Nous nous inscrivons contre tout *économisme;* chaque perspective, aussi précise soit-elle — et de telles approches sont nécessaires — ne devient véritablement intelligible que dans une vue totalisante de la situation, vue qui engage une pratique sociale qui tend à établir dans les faits un certain concept de l'*homme* et de la *société.* On nous accusera peut-être d'idéalisme et d'universalisme abstrait; nous estimons au contraire que ceux qui, sous prétexte de réalisme, s'en tiennent à des mesures partielles ne sortent pas des *abstractions fétichisées* qui aliènent la vie humaine actuelle.

Nous mettons donc en relation des phénomènes d'ordre différent: l'existence et la montée d'une nouvelle *bourgeoisie progressiste* québécoise et le nationalisme. J'ai tenté d'élucider un peu l'ambivalence foncière du dernier. Quant au premier, nous sommes forcés d'en admettre le caractère problématique. Existe-t-il une véritable bourgeoisie québécoise? Nous avons bien quelques industriels et hommes d'affaires dynamiques, mais leur rencontre produit-elle

l'émergence, tant sur le plan de la conscience que de la réalité, d'un groupe, d'une *classe* homogène agissante dans l'équilibre des forces sociales au Québec? On ne peut apporter de réponse à priori à cette question; c'est sous cette réserve que dorénavant nous emploierons, pour faire bref, le terme de bourgeoisie progressiste.

D'autres faits, plus brutaux, semblent s'inscrire là-contre: jusqu'à maintenant — et sur le plan économique, c'est là un trait de notre situation de colonisés — le groupe canadien-français apparaît comme *globalement "prolétarisé"* par rapport à un capitalisme fondamentalement étranger (canadian et yankee). Il n'y aurait pas de place alors pour une bourgeoisie nationale vraiment différente à la fois du capitalisme étranger et de l'ensemble de la nation dominée; cette double condition rendrait ce groupe inconsistant. A moins qu'il n'atteigne à une certaine cohésion et prenne conscience de sa force. Mais ce mouvement ne peut être vécu et agi que comme un nationalisme. Politiquement, cette bourgeoisie devra, pour triompher de l'intérieur, s'assurer l'assentiment général de la communauté, la persuader qu'elle seule est en mesure de sauvegarder les intérêts de la nation. En retour, affermie par cette investiture nationale, elle jouira d'une plus grande position de force à l'égard du capitalisme étranger dont l'oppression se traduit à tous égards par l'effort centralisateur d'Ottawa. Bref, la bourgeoisie nationale, pour se constituer en pouvoir réel, doit se donner le maximum de leviers; c'est pourquoi le contrôle politique du pays lui paraît une exigence première, l'instrument décisif de sa victoire c'est l'Etat.

Ainsi le gouvernement Lesage, dans les faits, consacrerait la montée de la bourgeoisie progressiste. Cette lame de fond serait comme la substance même, le contenu réel des actes du gouvernement, et par conséquent de ses contradictions.

les besoins de la bourgeoisie nouvelle

Il serait utile ici d'esquisser une comparaison entre le régime duplessiste et le présent gouvernement, relativement aux forces sociales qu'ils représentent. On sait ce que l'autonomisme de Duplessis cachait de collusion entre les intérêts de certains groupes internes et les intérêts étrangers; comment pareille situation pouvait favoriser la corruption. Ces abus révèlent l'impuissance de la petite-bourgeoisie traditionnelle à enlever le contrôle presque total de notre économie des mains des étrangers. Il ne lui restait que le tripotage de petites affaires étroitement régionales, tripotage d'autant plus mesquin que les affaires

étaient petites. Il lui restait également le quelconque profit qu'elle pouvait obtenir, par son gouvernement, en imposant des mesures brouillonnes et dérisoires aux compagnies étrangères qui exploitaient notre sol. Pour conserver le pouvoir, il lui fallait enfin maintenir le peuple dans un état suffisant d'ignorance et de pauvreté pour qu'il croie aux sorcières dénoncées par certaines pastorales et qu'il reconnaisse, malgré tout, que son sort ne pouvait pas être confié à de meilleures mains qu'à celles de qui s'engraissaient silencieusement des miettes de l'exploitation colonialiste. L'idéologie nationaliste qui rejaillit des cendres de 1837 et marque son premier échec sérieux en 1960 ne fut qu'une mystification-suicide pour l'ensemble de la nation.

L'avènement du régime Lesage a marqué une sensible amélioration. Certains diront que c'est précisément pour des raisons fort étrangères au nationalisme. Au nationalisme antérieur, c'est incontestable... dans une certaine mesure. Mais il demeure que le gouvernement actuel ne peut se maintenir au pouvoir qu'en s'appuyant sur une idéologie nationaliste puissante. Mais ce nationalisme nouveau a cet avantage sur l'ancien qu'il ne se résume pas à n'être qu'une pure mystification: il se prolonge dans des réalisations positives qui sont de nature à satisfaire à certaines exigences de l'ensemble de la nation.

A certaines exigences, qui sont avant tout celles de la bourgeoisie progressiste. Car les besoins de cette bourgeoisie nouvelle se manifestent clairement au niveau de la politique gouvernementale. Il ne s'agit plus maintenant de petits entrepreneurs, commerçants mais d'industriels, d'hommes d'affaires qui veulent se tailler une place dans l'économie nationale. Leur nationalisme se mesure avant tout au profit qu'ils peuvent réaliser en participant à l'industrialisation du Québec. La tâche est énorme puisqu'il s'agit de construire le secteur le plus important de l'économie, le secteur secondaire; le peu que nous ayons ici relève encore en grande partie d'intérêts étrangers.

L'économie nationale se résume à ceci: beaucoup de ressources naturelles, peu de capitaux disponibles, obstacles géographiques, concurrence dilatoire étrangère que consacre le régime colonisateur d'Ottawa. Besoin est, par conséquent, d'une économie rationnelle, d'une planification rigoureuse, autrement dit d'un pouvoir étatique puissant.

Et c'est bien là, comme nous l'avons vu, la note caractéristique du régime Lesage. Le ministère Lévesque se situe à la pointe de cette avancée. La nationalisation de l'électricité est un exemple typique de cette action: assurer la maîtrise nationale sur l'une de nos richesses capitales, en l'arrachant des mains étrangères. Il s'agit là d'un secteur-clef quant au développement d'industries secondaires; la maîtrise de ce secteur assure plus ou moins directement celle d'autres industries qui sont liées au

premier. L'édification d'une sidérurgie québécoise ressortit à des considérations analogues (3), si l'on envisage le cycle de la production de l'acier, de l'extraction du minerai à la fabrication de produits finis; c'est là poser les prémisses d'une industrie lourde, pour autant que l'équilibre des marchés en permette le développement. Dans cet ordre, nous pouvons quotidiennement relever des questions âprement débattues: l'affaire Caravelle, le montage de voiture française, les prêts aux municipalités, la caisse de pensions transférables, l'offensive fiscale...

Ce souci de rationalité se manifeste plus ou moins heureusement à d'autres niveaux de la politique gouvernementale: la fonction publique, la culture, l'éducation. Dans ce dernier domaine, malgré les tergiversations et le frelaté qui s'annonce, perce irrésistiblement le souci d'adapter l'enseignement aux besoins de la société contemporaine; on a mis de l'avant le problème confessionnel, à juste titre sans doute, mais il a peut-être éclipsé un aspect non moins important de la question: instaurer des structures qui favorisent l'intégration de *tous* les jeunes citoyens à la société actuelle sans nuire au besoin de formation générale qui, de toute façon, s'il est bien compris, ne peut faire obstacle à la première exigence.

Les relations des problèmes économique et éducatif se manifestent plus clairement au sein de la communauté québécoise; notre éducation, essentiellement fondée sur des valeurs clérico-bourgeoises toute tournées vers le passé et l'intemporel, n'admet pas, par nature, un tel rapprochement. Son angélisme n'a d'ailleurs pas empêché nos universités de devenir des usines à techniciens; par son abstention, elle favorisait plutôt cet embourgeoisement de la culture qui fait des travailleurs intellectuels, diplômés et professionnels, des valets du Capital. Les besoins de l'homme et de la société contemporains exigent de la culture et de l'enseignement qu'ils se façonnent selon les caractéristiques propres à la modernité; ils doivent résoudre l'antinomie vécue des activités spécialisées et des besoins de culture globale de l'homme quotidien.

Mais retournons aux considérations plus strictement économiques. Que l'action du régime Lesage trouve son contenu et sa réalité dans une bourgeoisie industrielle montante nous paraît évident dans des initiatives mixtes comme la Société Générale de Financement. Voilà le type même d'institution démocratique mais *démocratique bourgeoise* où l'on utilise à plein le motif mythique du "petit épargnant". Bien sûr, la SGF est un acquis et, de l'intérieur d'une structure capitaliste, elle concourt au progrès de l'économie nationale.

Pour assurer à la bourgeoisie progressiste une économie plus rationnelle, le gouvernement décuple son efficacité en développant la *technocratie*. L'avènement des spécialistes consacre la dispa-

rition progressive des "patronneux", dans la mesure même où une économie vraiment nationale succède aux petites "gamiques" de comté. Pourtant, de ce côté, la situation paraît loin d'être clarifiée.

les bourgeois contre la nation

Mais voilà, plus les besoins de la bourgeoisie progressiste s'affirment avec précision et fermeté, plus l'Etat doit déployer de pouvoir. Besoins accrus, dépenses accrues; il faut de plus en plus d'argent, d'hommes, une marge plus étendue de pouvoirs pour mettre en oeuvre des décisions exigées par la pression grandissante d'une économie dynamique. Les problèmes de marchés internes et externes, import-export, représentation officielle à l'étranger, balance monétaire... voilà que tout à coup la "province" se met à bousculer les plans que le gouvernement central avaient conçus pour elle... dans son propre intérêt! Alors on est poli: on entreprend d'améliorer les relations fédérales-provinciales, de lancer un nouveau ballon, le fédéralisme coopératif. Mais si d'un côté l'on commet des ultimatums regrettables, de l'autre on ne cache pas son aigreur vis-à-vis de ces "canadiens" qui ne veulent pas faire comme les autres. Ni le sourire "bébé Heinz" de Pearson, ni les solos éplorés du régisseur Lamontagne, ni encore moins la platitude des Favreau, Chevrier, Robichaud et cie ne parviennent à faire oublier le "canadianisme" agressif des Diefenbaker, Manning, Bennet, Fisher... (ni du muet Robarts), ni le mépris cinglant des McGregor.

Ainsi c'est à cause même d'impératifs économiques que la bourgeoisie nationale se fait nationaliste. Mais si elle se vit elle-même comme bourgeoisie d'une nation colonisée, pourquoi hésite-t-elle à pousser, jusqu'à ses conséquences logiques, sa lutte forcément anti-canadian? A moins qu'elle n'ait décelé quelque intérêt dans le *statu quo*, ou, plus subtilement, dans une vague refonte de la Constitution, qui, lui accordant quelques privilèges consentis par le colonisateur, refilerait en fait le contenu réel du statu quo. Au rythme où vont les conférences fédérales-provinciales...

Si l'on pose les questions sans détour, peut-on soutenir à la fois une "politique de grandeur" agressivement autonomiste et brûler l'encens à l'autel du fédéralisme coopératif, sans contradiction? A moins de donner dans les jésuiteries du grand-prêtre Lamontagne et du pilate Pearson ("Je n'ai pas l'impression d'avoir été choisi pour être le témoin de la liquidation de la Confédération canadienne") (4). La farce prend d'ailleurs des proportions de carnaval avec

tous ces bouffons qui s'amusent avec la putain Constitution, répétant sur tous les tons le vaudeville d'une Con-fédération idéale fondée sur le principe égalitaire du binationalisme. Il y a de la mystification quelque part; des cocus et des souteneurs!

Le nationalisme bourgeois ne connaît qu'un souci: le *profit*. Il est un nationalisme parce qu'il doit lutter contre la concurrence étrangère. Il s'affirme nationaliste parce qu'il doit donner le change à la nation par ses déclarations de bonne intention quant au salut national. Et c'est cette bourgeoisie qui supporte le régime Lesage. Même si ce régime désire vraiment le progrès du Québec, il ne peut éviter de s'embourber peu à peu dans des contradictions insolubles, à moins qu'il ne donne un vigoureux coup de barre à gauche, ce qui demeure problématique.

Car enfin, pourquoi la bourgeoisie nationale hésite-t-elle à couper les ponts, à réaliser son *indépendance économique* en utilisant à plein le levier politique: en créant un état national indépendant. D'ailleurs les partis séparatistes ne comptent-ils pas déjà en leur sein certains éléments de la bourgeoisie nationale?

L'hésitation du gouvernement Lesage, pour autant qu'elle traduit l'hésitation de la bourgeoisie nationale, ne peut s'expliquer que par le fait d'intérêts précis, pour cette classe, à supprimer le statu quo. En effet, est-elle assez forte pour, je ne dis pas s'isoler de l'économie canadian et américaine (ce qui est impossible), mais pour rejeter franchement les structures colonialistes qui consacrent la dépendance économique du Québec dans un véritable asservissement? Elle aurait donc intérêt jusqu'à maintenant à se satisfaire du statu quo parce que c'est le statu quo qui lui garantirait le plus sûrement l'espoir de profits. Et si le dominateur a la finesse de lui laisser suffisamment de champ libre pour son accroissement et sa prospérité, elle ne saurait que faire d'une indépendance plutôt hasardeuse. Ainsi l'indépendance, comme l'affirme la plupart, n'est pas rentable économiquement; elle ne le paraît certes pas pour les bourgeois autochtones, dans le cadre d'une économie nationale conçue en fonction du grand "tout canadian". Mais pourtant Lévesque lui-même affirme: l'indépendance est "possible et réalisable". Contradiction au sein du gouvernement, sans aucun doute. Mais *qui* Lévesque représente-t-il? Nous y reviendrons un peu plus loin.

Une chose paraît certaine, c'est qu'à supposer un durcissement dans l'attitude du gouvernement colonialiste d'Ottawa, durcissement qui entraîne une épreuve de force entre le dominateur canadian et le colonisé québécois, le gouvernement Lesage, ou tout autre gouvernement supporté par la bourgeoisie nationale, pourrait consommer l'indépendance politique. Mais la question

demeurerait entière: l'*indépendance bourgeoise* signifie-t-elle de soi l'indépendance réelle de la nation?

En attendant l'équivoque demeure entière. Tant qu'une collusion d'intérêts est possible entre la bourgeoisie nationale et le capitalisme étranger, le "fédéralisme coopératif" et autres balivernes feront la manchette quotidienne des journaux. Et nous continuerons d'avoir des Kierans comme ministre des Finances, pour bien montrer de quel côté se trouvent l'argent et le pouvoir. Qu'on me comprenne bien; il serait trop facile de me taxer de racisme. Je ne mets nullement en doute — je n'ai aucune raison de le faire — l'intégrité, la compétence ni même la sincérité de Kierans. Je considère que, comme individu, sa qualité de canadien-anglais ne l'empêche pas a priori de faire un travail sérieux au Québec. Mais précisément, j'estime inintelligent d'en rester à de semblables considérations; la position des hommes en place ne s'évalue véritablement que par ce qu'elle signifie dans le contexte particulier de l'*oppresssion coloniale*. Et rien n'empêchera ce fait que n'importe quel Kierans, parce que membre et représentant de la *nation dominante* (et non parce que canadien-anglais) ne peut, *objectivement*, se dissocier de sa nation. Il faut un minimum de cohérence et de santé pour qu'une culture s'intègre, au niveau des postes-clefs des membres d'une autre culture; on ne peut tout de même pas compter sur les membres d'une culture assimilatrice pour travailler à la libération et à l'intégration de sa propre culture.

les bourgeois et la désintégration culturelle

La bourgeoisie nationale est à l'heure de l'*ambiguïté*; ou, davantage, elle incarne et vit au maximum l'ambiguïté nationale; elle en cumule toutes les contradictions. Peut-on même considérer les éléments de la bourgeoisie québécoise comme formant une véritable classe, un groupe fermement constitué par la conscience d'intérêts propres? Nous avons déjà soulevé le problème mais sans lui apporter encore d'éléments de solution.

Comme groupe dominé, colonisé, nous subissons une aliénation qui produit deux effets en apparence contradictoires, D'un côté, comme je l'ai affirmé, nous sommes *globalement "prolétarisés"*: la "classe" dominante et oppressive, pour nous, est étrangère, c'est le capitalisme canadian et yankee. Cette situation devrait logiquement nous réunir dans une même conscience d'opprimés qui recherchent sans détour des instruments de libération. Au contraire, le nationalisme n'est ici un phénomène unitaire qu'à

des niveaux accessoires, folkloriques et inoffensifs: vieilles traditions "canadiennes", fête de la Saint-Jean etc... Pratiquement, le nationalisme, comme je l'ai laissé entendre, recouvre des revendications, des intérêts disparates; son ambiguïté le rend même contestable aux yeux de plusieurs qui prétendent, par ailleurs, représenter des intérêts nationaux (ce fut l'idéologie de "Cité Libre"). Le gouvernement Lesage est nationaliste, Johnson et Caouette le sont autant; le FLQ et l'hypothétique "Phalange" se partagent les deux extrêmes au nom d'une lutte nationaliste.

Ce fractionnement des forces sociales recouvre le deuxième effet de l'aliénation colonialiste: l'*atomisation du groupe*. Ce phénomène de "désintégration culturelle" (Hubert Aquin) prolonge plus insidieusement la domination politique, économique et culturelle parce qu'il la consacre et l'institue de l'intérieur même de la conscience du groupe et de chacun de ses membres. Le groupe est atomisé en ce sens qu'il est impossible à chaque québécois de se reconnaître comme membre d'une communauté réellement différenciée et constituée selon un certain ensemble de caractéristiques propres. Nous n'avons pas d'identité sur le plan collectif parce que nous avons trop peu de prises sur la *réalité*. Le *Maître*, le *propriétaire*, c'est le canadian ou l'américain. Nous pouvons vérifier ce manque d'identité d'une façon indirecte si nous considérons comme phénomène compensatoire la *surestimation mythique* de "notre maître, le passé" (de ce que nous avons été, donc de ce que nous ne sommes plus) ou de valeurs absolues, comme la foi, l'art, la civilisation française en Amérique, qui, élevées au rang d'idoles dévorantes, nous masquaient notre propre néant. Le néant, c'est notre présent, le temps où nous ne cessons de vivre notre propre absence à nous-mêmes. Vivre le présent c'est vivre l'histoire; nous n'avons pas de présent, nous n'avons pas d'histoire, nous nous sommes réfugiés dans l'éternel. La dernière idole en date est cet *internationalisme abstrait* qu'on voudrait nous imposer contre un nationalisme déclaré désuet nous devons nous masquer cette déficience vitale en nous identifiant à l'homme universel, à une idée pure.

L'atomisation culturelle n'est que la *conséquence subjective* dernière de la *démolition sociale* (euphémisme pour assimilation) que nous fait subir le colonisateur. L'histoire se fait sans nous ou plutôt malgré nous; nous ne sommes pas, ou plutôt nous sommes l'autre. L'*Autre*, c'est l'anglo-saxon, celui qui domine, qui détient le pouvoir et la maîtrise sur les choses, celui qui agit, autrement dit celui à qui nous nous identifions; l'atomisation culturelle, c'est le consentement profond à notre assimilation, avec en plus le luxe nécessaire à notre mauvaise conscience de conquis cocus la survalorisation mythique d'une différence purement folklorique, imaginaire.

Quelles que soient les stratifications de la société québécoise en classes, groupes d'intérêts, plus ou moins bien constitués, ces groupes ne peuvent échapper au phénomène d'atomisation culturelle qui est lui-même relatif au fait de notre "prolétarisation", à notre condition de colonisés. Ainsi, la "classe" bourgeoise elle-même est en état perpétuel d'effritement, de désagrégation; son ambiguïté propre est celle d'un groupe dominant au sein d'une collectivité dominée. Son nationalisme recouvre en partie le malaise de l'ensemble de la nation mais se nourrit d'autre part d'intérêts propres qui peuvent entrer en conflit avec les besoins des autres classes. La petite-bourgeoisie traditionnelle cléricalisante s'est constituée, et ménage ses intérêts, en jouant sur cette ambiguïté; *nationaliste*, elle a su donner le change à la nation en se présentant à elle comme le défenseur de ses droits; *profiteuse*, elle a su entretenir les liens de complicité qu'il fallait avec le dominateur pour s'assurer les maigres dividendes que celui-ci lui consentait en retour de la "loyauté" de la nation.

La *bourgeoisie progressiste* actuelle ne se satisfait plus aussi facilement de cette situation. Elle se découvre des intérêts plus vastes, et plus exigeants; elle nourrit un nationalisme conséquent à ses exigences, c'est-à-dire affranchi des compensations mythique. Elle entend exercer un pouvoir réel sur l'économie nationale; davantage, elle se découvre la tâche de créer une *économie vraiment québécoise*, donc opposée, dans les faits, à une économie du grand tout canadian. En un mot, elle opose à l'économie coloniale une économie indépendante. Nous avons précédemment discuté cet aspect de la question.

Or ce sursaut de la bourgeoisie progressiste nationale, malgré certaines apparences, n'a pas cessé et ne paraît pas près de le faire, de s'inscrire de l'intérieur de l'ambiguïté nationale. Cette nouvelle bourgeoisie demeure la bourgeoisie d'une nation dominée: elle subit, par conséquent, la même aliénation (double aliénation) que l'ensemble de la nation. La question est de savoir si notre bourgeoisie est capable de prendre conscience de, et de dépasser effectivement l'ambiguïté. Ce qui implique même l'hypothèse qu'un *dépassement de l'ambiguïté* se réalise sur la *négation même de la bourgeoisie nationale*, dans la mesure où son existence est toute déterminée par la situation coloniale, la suppression de celle-ci entraînant l'effondrement de celle-là. Plus concrètement, le séparatisme économique de la bourgeoisie nationale coïncide-t-il vraiment avec la libération économique du Québec? Oui, dans la mesure où cette bourgeoisie se découvre assez de moyens et d'audace pour créer une économie vraiment québécoise; ce qui paraît déjà des plus problématiques. Parce qu'on peut imaginer, comme nous l'avons vu, une modification de la situation colonialiste (du statu quo) qui permette un *affranchissement relatif* de l'économie

québécoise (modification de l'espèce "fédéralism coopératif"); en d'autres termes un nouveau réarrangement des liens de complicité entre le colonisateur et notre petite classe dominante-dominée. Et c'est encore les classes les plus exploitées de la nation qui feraient les frais de cet acoquinement. Il faut même prévoir la possibilité d'un Québec juridiquement indépendant qui ne ferait que masquer un *néo-colonialisme* tout aussi débilitant que l'ancien. Pourtant un fait nouveau complique notre analyse. Nous l'avons fait valoir précédemment; la bourgeoisie progressiste québécoise découvre dans l'Etat l'instrument décisif de son expansion. Ce qui entraîne une prolongation du "séparatisme" économique en "séparatisme" politique ("crypto-séparatisme", selon l'expression de Lamontagne). Du moins le séparatisme politique s'inscrit comme possibilité dans l'évolution d'un régime comme celui de Lesage. Mais l'utilisation de l'Etat au profit de la bourgeoisie ne fait qu'accuser davantage l'ambiguïté première. Idéologiquement et politiquement dominante sur l'ensemble de la nation, la classe bourgeoise s'assure ainsi l'appui de celle-ci face au colonisateur, mais, par contre, elle doit garantir au colonisateur la docilité de la nation. Elle peut alors exiger de ce dernier, dans la mesure de ses forces et de ses besoins immédiats, des compensations accrues. "Révolution tranquille", et "maîtres chez nous", pense-t-elle, endormiront suffisamment la conscience de la nation. Cela est nécessaire en effet, puisque cette petite révolution ne conteste en rien les forces oppressives qui aliènent la nation, elle ne fait que les camouffler davantage.

Mais le recours à l'Etat, qu'opère la bourgeoisie, confirme-t-il vraiment le pouvoir de celle-ci sur la nation? (Il faudrait d'ailleurs se demander si la bourgeoisie nationale s'entend là-dessus). En recourant à l'Etat, ne risque-t-elle pas de forger un instrument qui finisse par lui échapper des mains, autant à cause de son manque de cohésion interne, que de la montée des classes inférieures qui ne manqueront pas de découvrir, à leur tour, dans l'Etat l'instrument de leur propre libération, et cela dans la mesure où la bourgeoisie aura édifié un Etat fort.

"la" politique du régime Lesage

Voyons de plus près la signification du régime Lesage en regard de ce problème. Le régime reflète au maximum l'ambiguïté de la bourgeoisie nationale. Comme nous l'avons fait remarquer — et cela est visible à tous — le régime Lesage accuse en son sein de sérieuses contradictions. Elles sont surtout repéra-

bles au niveau des personnalités: d'un côté il y a un Lévesque, de l'autre un Lesage, un Lapalme, un Gérin-Lajoie; il y a l'ancien, Marler, et il y a le nouveau, Kierans. Mais il faut se garder de réduire la problématique à ce niveau: tous ceux qui acceptent de constituer le régime Lesage ne sauraient s'abstraire de l'ambiguïté même du régime. Et il s'agit ici de toute autre chose que de l'anglo-saxonne solidarité ministérielle. Car il y a d'un côté les *forces traditionnelles* rafraîchies d'un peu de vernis ("politique de grandeur", "c'est-le-temps-que-ça-change"), de l'autre les *forces progressistes* (dont la pointe est formée par le Ministère des Richesses naturelles). L'ambiguïté consiste ici dans le fait qu'il y ait composition possible entre ces deux forces; ce qui entraîne que les forces progressistes ne le sont pas d'une certaine façon, et que les forces traditionnelles, par opportunisme, se laissent travailler par des ferments de renouveau.

Enlevez à Lesage la pression de René Lévesque (et aussi celle des mouvements indépendantistes et du FLQ) et il ne vous restera qu'un demi-Duplessis (c'est-à-dire un arriviste de peu d'envergure, et sans l'intégrité proverbiale du grand chef). Cela paraît évident si l'on songe que malgré toutes les pressions sus-mentionnées, il s'est retrouvé fédéral à Ottawa, à quatre pattes et froissant dans sa poche l'encombrant ultimatum qu'il s'était laissé aller à commettre. Enlevez à Lesage Lévesque et Kierans, et la province se serait trouvée pour de bonnes années encore sous la tutelle financière du monopole financier ontarien Ames-Bank of Montreal. Il ne s'agit pas de blanchir à tout prix Lévesque pour noircir Lesage: le manichéisme est à l'opposé de l'ambiguïté.

Ce que Lesage, à titre d'exemplaire, représente, c'est la veulerie et l'opportunisme mesquin de la petite-bourgeoisie cléricalisante traditionnelle. L'histoire du bill 60, malgré la photogénie de ce cher petit Gérin, consacre une fois de plus le paternalisme machiavélique des évêques et, sous le nom de "corps intermédiaires", l'emprise des petites cliques, c'est-à-dire de l'OJC. Lesage lui-même ne déclarait-il pas "régulier et normal" de consulter le cardinal Léger chaque semaine.

Par ce qu'il contient de forces traditionnelles, le régime Lesage, sous le couvert d'un nationalisme verbal, aussi sonore que vide de contenu, pratique la plus stricte politique de *"collaboration"* avec le pouvoir colonisateur, et scelle cette politique, de l'intérieur de la nation, en secrétant l'idéologie-suicide du régionalisme mystique nouvelle manière ("la belle province", "Maison-du-Québec", Banquets-Malraux etc...) Bref, en droite ligne, passant par le chanoine Groulx, les recettes des Mgrs Lartigue et Laflèche.

Reprenons quelques exemples connus de cette politique de "collaboration".

1° Lors de la *marche sur Québec*, organisée par le Mouvement de Désarmement Nucléaire, Lesage s'est défilé en

prétextant que cet ordre de problèmes relevait du gouvernement central. Argument spécieux, s'il en est un, puisque le gouvernement du même Lesage n'hésite pas à contrecarrer Ottawa dans l'affaire des caisses de pensions transférables, des prêts aux municipalités. Mais être fédéral-à-Québec-fédéral-à-Ottawa entraîne certaines concessions, n'est-ce pas, même si c'est au prix de notre asservissement territorial en ce qui concerne la guerre et la paix.

2° L'*affaire FLQ*. Le gouvernement Lesage n'a pas hésité à mettre à prix les têtes de jeunes patriotes avec le même mépris et la même indifférence que l'on ressent envers les criminels de droit commun.Et de plus la police du régime, de concert avec la RCMP, véritable gestapo du pouvoir colonisateur, n'a pas hésité à utiliser tous les moyens, y compris la torture, pour mettre "l'affaire dans le sac".

3° La *manifestation de la Place des Arts*. Dans cette salle payée par les contribuables et livrée aux étrangers, pendant que notre petite élite, secrètement triée sur le volet par l'obscur mécène d'un soir qui avait retenu, pour les distribuer, les billets non-vendus (presque la totalité), des policiers à cheval, obéissant aux ordres des autorités municipales et provinciales, n'hésitaient pas à foncer sur la foule des manifestants, au risque d'en blesser combien.

Le gouvernement Lesage, par son attitude et ses gestes, accepte *en fait* un ordre établi et maintenu par une *violence larvée*, celle de la domination canadian. Il se fait donc le *complice criminel* d'une oppression qui ne peut se survivre que par sa *propagande idéologique* (Radio-Canada) et les pressions de sa police (RCMP). Que les combats pour la libération nationale reprennent avec plus d'ampleur, le régime *colonisateur* d'Ottawa et le régime *collaborateur* à Québec devront manifester au grand jour ce qu'ils sont en fait: un même *régime policier*, une *fausse démocratie*.

Cette situation aurait pour conséquence de dénoncer l'ambiguïté actuelle, qui permet conjointement à ces forces réactionnaires, la montée de certaines forces progressistes. Le Ministère des Richesses naturelles, nous l'avons dit, ouvre la voie en ce sens. La politique de René Lévesque a ceci de nouveau qu'elle s'impose comme une tentative sérieuse de *politique québécoise* et non plus "provinciale". Le ministre Lévesque ne se contente pas de nationaliser l'électricité mais il ne craint pas, là où le besoin s'en fait sentir, de créer des entreprises (le projet de la sidérurgie). De fait cette politique nouvelle manifeste un dynamisme suffisant pour dépasser l'aire d'un seul ministère: que ce soit dans l'industrie, dans le commerce ou les finances, elle se gagne des adeptes plus ou moins fervents. Un tandem Kierans-Lévesque se forme pour combattre le monopole Ames-Bank of Montreal. Derrière des exigences précises (besoin de paiements à court et moy-

ens termes) se profile une politique serrée de diversification des sources de revenus gouvernementales qui favorisent la liberté de mouvement de l'Etat; il s'agit d'une initiative capitale dans la ligne de la libération économique du pays. La création d'entreprises mixtes, où la SGF joue un rôle déterminant, concourt également à cette politique de libération.

L'idéologie nouvelle qui se fait jour à la faveur de cette politique créatrice montre déjà les dents. Il n'est que de considérer, à titre d'exemple, les attitudes et les déclarations du ministre Lévesque. Il relance, dans leur fief, les industriels et les financiers canadians; il estime l'indépendance du pays "possible et réalisable", tout en donnant un croc-en-jambes à la mythologie pan-canadianiste ("Pour le Québécois, le Québec est sa véritable patrie. En dehors du Québec, il se considère comme un étranger. Le reste du Canada n'a pas à accepter le système que nous essayons d'établir"). (5) Il dénonce le bi-culturalism comme une absurdité ("Il n'existe pas de chose telle que le biculturalisme"). (5). Il indique clairement au ministre Laing le chemin du retour. Il prend nettement position dans l'affaire Caravelle.

A première vue la politique "Lesage" et la politique "Lévesque" divergent radicalement. J'y insiste à nouveau, il serait vain et superficiel de s'en tenir au niveau des conflits de personnalité; nous faisons face ici à un jeu de forces qui s'inscrivent à l'intérieur d'un même gouvernement, d'un seul régime; et, de plus, ces contradictions ne font que refléter les contradictions internes à la bourgeoisie nationale. Il est *possible* que la politique et la position même d'un Lévesque annoncent autre chose, cela ne peut nous faire oublier qu'il fait partie d'un régime essentiellement bourgeois et qu'il est limité (ou qu'il se limite?) par sa situation présente. La question n'est pas de savoir si, personnellement, il défend ou non les intérêts de la bourgeoisie.

Ces deux politiques modulent un même thème: toutes deux se fondent sur l'acceptation du statu quo (j'entends la *dépendance colonialiste* et non les fictions juridiques); toutes deux également s'appuient sur des *structures capitalistes*, elles s'inscrivent plus ou moins harmonieusement dans le capitalisme nord-américain et tendent à développer de l'intérieur un capitalisme québécois. Les divergences et les tensions qui constituent le fait de ces deux politiques constituent précisément *la* politique du régime Lesage. Si la politique "Lesage" subit une attraction presque irrésistible de la part de la politique "Lévesque", dans la mesure même cette dernière risque de s'enliser dans les compromissions, les hésitations et les mystifications de la première. Ces deux mouvements coexistent et c'est leur coexistence même qui perpétue l'ambiguïté qui les engendre. Au point où nous en sommes, une victoire de Lévesque est toujours payée par une volte-face de Lesage; on piétine sur place avec cette seule consolation

que Lévesque pose des jalons vers autre chose.

L'écueil de la politique "Lévesque" c'est l'*économisme*. Se fondant sur une nécessité première, la libération économique du Québec, cette politique, en se repliant presque exclusivement sur les problèmes économiques, risque de se détruire elle-même en évitant de voir les liens étroits qui relient les problèmes économiques à des problèmes d'un autre ordre — social, culturel — et surtout au problème englobant de notre situation de colonisés. Elle risque de se détruire parce qu'elle ignore l'obstacle fondamental qui empêche le Québec d'entrer dans la voie de l'épanouissement. Aucun effort de libération partielle — qu'il soit économique, culturel ou social — n'atteint à une véritable portée s'il ne s'inscrit dans un effort global de désaliénation, de libération nationale; s'il ne s'impose comme lutte politique révolutionnaire, anti-colonialiste et anti-capitaliste.

Précisément, une telle lutte ne peut être menée par notre bourgeoisie nationale. En tant que bourgeoisie d'une nation opprimée elle participe certes aux efforts de libération que mène le groupe; mais son existence même, en tant que groupe d'intérêt privilégié, lui fait prendre ses intérêts à elle (c'est-à-dire le profit) pour ceux de la nation, ce qui institue au sein de la nation dominée de nouvelles contradictions. Il en résulte un affaiblissement qui fait tout le profit des colonisateurs, et ceux-ci s'empressent habilement de donner juste assez de lest à la bourgeoisie nationale pour qu'elle conserve sa position privilégiée, tout en la contenant suffisamment pour qu'elle n'accomplisse sa propre révolution nationale. Le voudrait-elle, nous bourgeoisie nationale ne peut se survivre que comme vassale du capitalisme canadian et yankee; telle qu'elle est dans les faits, elle est une *création* de la *situation coloniale*. La libération nationale suppose beaucoup plus que la simple indépendance politique du Québec: une restructuration profonde de notre société, à tous les niveaux, et qui se réalise sur le rejet des formes imposées par la situation colonialiste. Il nous faut inventer notre propre façon d'exister, extirper les germes de démoralisation culturelle qui nous débilitent. Nous n'avons pas le choix, seule la *lutte révolutionnaire* peut nous garantir encore notre existence et notre épanouissement.

Ainsi la bourgeoisie nationale est *ennemie* de la nation. Alors il faut les exterminer, ces bourgeois, dirait l'autre! On s'en doute, cette solution, pour simple qu'elle soit, ne paraît pas la meilleure. Nous avons affirmé à plusieurs reprises que nous ne possédions pas en fait de classe bourgeoise nettement constituée; au contraire, la situation coloniale la maintient dans un état de désagrégation perpétuelle. Il est donc possible que certains éléments, et des plus dynamiques, de cette classe qui n'en est pas une — surtout dans une situation de crise nationale — se transforment et se

nient eux-même. Mais cette *auto-négation,* sauf exception, ne peut être qu'une résultante secondaire d'une *négation,* extérieure à la classe bourgeoise, constituée par l'action révolutionnaire menée *au nom* et *par* les classes les plus exploitées de la nation.

D'ailleurs l'action politique menée à l'intérieur des partis traditionnels intéresse de moins en moins les éléments nouveaux de notre société. Ne serait-ce pas l'indice de la "sénilité" historique de notre bourgeoisie? René Lévesque déplorait récemment, devant un journaliste, l'impuissance du parti libéral à s'intégrer des membres jeunes et dynamiques. Le parti, selon lui, ne recrute que des "jeunes vieillards", des arrivistes qui mettent leur gloire à multiplier les rencontres avec ministres et députés en vue d'obtenir un poste (6).

Le parti de la "révolution tranquille" ne répond plus aux exigences d'une certaine jeunesse actuelle (plus nombreuse qu'il ne semble). *Parce que cette jeunesse entend bien en finir avec les équivoques.* Et les structures qui définissent les "vieux partis" (j'entends les structures mêmes de l'Etat "provincial"), autant que les forces réactionnaires qui les corrompent, perpétuent l'équivoque jusqu'à l'odieux. Les forces politiques nouvelles se constitueront de plus en plus en dehors de cette équivoque parce qu'elles se donneront comme but de la détruire.

Evaluer les chances des forces révolutionnaires latentes dans la nation ouvre maintenant l'envergure d'une autre étude dont le souhait fermera celle-ci.

Paul CHAMBERLAND

---

(1) Il est entendu que, dans cet article, le "pays" désigne de soi le Québec.

(2) Vincent Prince, éditorial de "La Presse", 29 novembre 1963.

(3) cf "La bataille de l'acier", article d'Adèle Lauzon, dans le MacLean de novembre 1963 p. 30 ss.

(4) Cité dans "Le Devoir" du 13 novembre 1963, p. 1.

(5) Cité dans "la Presse" du 12 octobre 1963.

(6) MacLean, janvier 1964.

le corps mystique

hubert aquin

Il est légitime de croire que les métaphores constituent des aveux apocryphes qui charrient des verges cubes d'inconscient. La signification des insignifiances a été établie il y a longtemps. En quelque sorte, peu de gens peuvent se prévaloir de ne dire rien d'autre que ce qu'ils disent pour se draper orgueilleusement dans une insignifiance immaculée. Je n'aurais pas accordé le moindre crédit à certaines interprétations que j'ai eues quant à la terminologie fédérale-provinciale, si je ne leur avais trouvé des coïncidences inespérées dans les déclarations de nos hommes publics. Dans l'ensemble, la perception de la confédération en termes de coexistence entre deux nations, semble figurer une liaison vénérienne rendue au paroxysme de l'écoeurement, quand ce n'est pas l'image même d'un mariage chrétien, indissoluble et gâché, entre un poisson et un bélier. La confédération peut donc être saisie rhétoriquement selon les diverses catégories des "chaînes" de l'amour. Je propose ici quelques hypothèses de travail pour épuiser cette thématique du lit défait.

thème du mariage forcé

"Le fait que la Confédération soit un mariage de raison, a dit M. Lamontagne, lui apporte à la fois force et faiblesse. Ce qui fait sa faiblesse, c'est qu'elle ne suscite pas l'amour. Ce qui fait sa force c'est qu'elle s'impose à nous à cause de nos intérêts économiques..." ("Nous serons les pères d'une nouvelle confédération", in LA PRESSE).

"Lesage aux Canadiens anglais: Epousez les revendications constitutionnelles de vos concitoyens francophones" (titre en page un du DEVOIR, le 11 juillet 1963).

L'allusion de Lamontagne aux "intérêts économiques" qui font la force de ce mariage et l'exhortation indécente de Jean Lesage qui dit aux Canadiens an-

glais "épousez", indiquent assez clairement que, selon la logique propre à cette sexualisation de la confédération, c'est le Québec qui joue le rôle de la femme. Ce mariage de raison "ne suscite pas l'amour", mais la femme s'en trouve néanmoins la prisonnière consentante parce qu'elle ne détient, ni n'exerce, le pouvoir économique qui, comme on le sait, est une fonction typiquement masculine, pour ne pas dire la prolongation comptable en argent de la virilité.

thème de la femme frigide

"Il arrive que la jouissance sexuelle soit complètement absente. La femme ne ressent ni la volupté initiale, ni l'orgasme. Ces femmes déclarent brûler de désir, être avides de l'orgasme sans qu'il leur soit possible d'y parvenir..' (Wilhelm Stekel, La femme frigide, p. 122)

"Le séparatisme joue depuis quelques années le rôle d'un stimulant... Ceux qui l'accueillent se mettent en posture d'attente. Ils peuvent travailler très fort en vue de recevoir formellement cette grâce de l'indépendance. Les principaux obstacles, c'est en nous que nous les trouvons: dans notre paresse et notre laisser-aller, dans la médiocrité de nos désirs, dans notre inconstance..." (André Laurendeau, "Hier, stimulant, demain, prétexte à évasion?", in LE DEVOIR, mercredi le 26 juin 1963)...

Quoi de plus féminoïde que cette "posture de l'attente" que Laurendeau projette sur le groupe séparatiste? Et quoi de plus frigide, selon la pensée sinon selon la chair, que la survalorisation des stimulants et la résignation préalable à la médiocrité de ses désirs? Ici, l'*anaesthesia sexualis feminarum* s'accompagne d'une morale conjugale selon laquelle des propriétés aphrodisiaques sont conférées au FLQ et au séparatisme, deux comportements également interdits. Voici une variante de cette pensée, prélevée dans LE DEVOIR du 22 juin 1963, par le même auteur:

"Deux stimulants extérieurs ont joué. D'abord le séparatisme, qui n'a cessé de croître, surtout dans les milieux intellectuels, qui a même débouché sur la violence (et l'on ne sait pas encore en quel état le séparatisme sortira de la mésaventure du FLQ). Il a jusqu'ici agi comme un aiguillon. La puissance politique des groupes séparatistes est évidemment négligeable. Mais ils réaffirment sans cesse l'objectif absolu de l'indépendance, et à partir d'eux il se produit une irradiation croissante, qui rejoint plusieurs milieux — quoique les masses populaires ne soient pas (ou pas encore) touchées."

Les termes palpoformes utilisés dans

cet article pour référer au stimulant séparatiste ne peuvent émaner que de la conscience d'une épouse doublement frustrée puisqu'elle est non seulement fidèle mais anesthésiée. Mais la sédation des zones érogènes n'empêche pas l'esprit de formuler non sans amertume le problème conjugal:

"Sur ce nouveau plan, écrit le père Arès, la question capitale qui se pose est la suivante: les Canadiens — tous les Canadiens — veulent-ils qu'il y ait un Canada? A cette question, il leur faut répondre, et au plus tôt, non pas seulement par de vagues paroles, mais par des gestes positifs. Or, tout le démontre actuellement, le seul Canada fondé sur l'alliance anglo-française. Il n'y a pas d'autre alternative: le Canada sera anglo-français ou il ne sera pas."

("Si la majorité n'accepte pas... — Richard Arès", in LA PRESSE, mai 1963).

thème du divorce à l'italienne

"Si deux conjoints ne peuvent apprendre à coucher ensemble, ils doivent alors certainement avoir des lits séparés; il est urgent pour vous, comme pour nous de prendre conscience du fait que nous ne dormons pas bien dans le lit sur lequel vous ronflez en toute quiétude" (René Lévesque, in LA PRESSE, mai 1963).

thème des dernières injures

Irréparables par définition, les injures comportent des outrances qu'on nous pardonnera de citer: "Si le Québec se sépare, il deviendra une sorte de république de bananes." (Murray Ballantyne, in LA PRESSE le 17 juin 63). L'utilisation assez malveillante de la banane métaphorique, marque la transition stylistique entre le dialogue de sourds des conjoints liés par contrat de rage et le dialogue d'une pièce de boulevard du plus mauvais goût. Murray Ballantyne ne manque pas d'ailleurs à son rôle ingrat et en or, en rajoutant avec dépit: "La vie serait tellement plus simple si nous abandonnions l'expérience canadienne..." Il va même jusqu'à faire des allusions grossières à la voisine qu'il aurait préférée, au fond: "Si nous nous ralliions aux Etats-Unis, nous serions avantagés..." L'épouse qui se sent soudain bafouée hurle comme un putois:

"Ottawa viole notre autonomie — Lesage" (in LA PRESSE, le 26 juin 63). Cette accusation de viol dans le cadre d'un mariage, débalance celui qui la reçoit; il fait un mouvement de retraite et annonce in petto qu'"Un premier plan conjoint est aboli", mais cette manoeuvre habile l'autorise à faire le point sèchement aux dépens, bien sûr, de la conjointe paranoïaque: "Les Québécois pensent que leur province est jugulée par le Canada anglais", déclare George Ferguson devant des tiers, à Edmonton, et ne se gêne pas pour exhiber la discorde conjugale: "M. Ferguson a ajouté qu'il n'y a guère d'amour entre le Canada français et le Canada anglais" (in LA PRESSE, décembre 63). Et puis, emporté par la fougue, on va trop loin: "Une seule langue, l'anglais, suffit pour unifier le Canada", déclare un certain Ralph Cowan. Même si elle se trouve blessée et en proie à une crise de larmes, l'épouse n'hésite pas à faire le bilan de cette expérience à deux: "Négatif, le bilan fédéral. Déficitaire à tous points de vue. La Confédération est malade. Son mal dépasse les personnes de MM. Pearson, Lamontagne et autres..." (Gérard Pelletier, eh oui!, in SA PRESSE, décembre 63).

Mais ce n'est pas parce qu'un mariage s'avère déficitaire à tous points de vue, qu'on va entreprendre de refaire sa vie autrement. Quand on est née pour un petit pain...

"Le peuple canadien français a-t-il une tendance marquée vers les états dépressifs? Si l'enquête entreprise par des professeurs à l'université de Montréal, mérite créance, il semble bien qu'il faille répondre dans l'affirmative. Dans sa communication au congrès de l'Afcas, Mme Roussin, après avoir étudié les dossiers de deux hôpitaux psychiatriques — l'un de langue française, l'autre de langue anglaise — peut émettre l'hypothèse suivante: comparé au Canadien anglais le Canadien français réagit beaucoup plus selon le mode dépressif." (extrait d'une communication faite à l'Acfas en 63).

Il n'est pas rare de voir ces états dépressifs dégénérer en régression marquée au stade oral: "On ne doit pas chercher à bâtir un pays autour d'une langue!" (RP Benoît Lacroix, in LA PRESSE, juin 63). Cette phrase attristante semble typique de l'étiologie du conjoint en état de régression orale — plongée dangereuse dans un passé national tout récent mais refoulé quand la langue résumait, par la verbigération et les accès d'écholalie, le vouloir-vivre national de l'épouse sous-douée.

L'ami du couple survient alors, comme un sous-produit de Théo Chentrier, pour tout arranger: "Le premier ministre Robichaud prédit la mort du séparatisme... C'est un mouvement qui revient de temps en temps mais qui est voué à disparaître; de toute manière ne nous inquiétons pas..." (in LA PRESSE, le 1er novembre 63). Mais les bonnes paroles de l'ami n'arrangent pas grand-chose. Il importe alors de passer au confessionnal et même de tout avouer, même ce qui fait mal, au docteur Michael Olliver qui (cela a fait sa renommée) sait comment décourager son client selon une technique éprouvée de l'homéopathie publique. A l'entendre, on croirait qu'il souffre; d'aucuns affirment qu'il sympathise ontologiquement avec les écorchés vifs: "Les ruptures qui ont jusqu'à maintenant fait leur apparition dans les associations qui tentaient de jeter un pont entre les deux solitudes peuvent, alors, amener ceux de ces organismes qui sont restés intacts (et il y en a beaucoup) à une meilleure compréhension du genre de reconstruction interne qui pourra assurer leur stabilité. Mais d'aussi heureux résultats ne pourront se produire que si on contient sur tous les fronts la tendance à la dissolution."

Reconnaissons d'ailleurs au Faust de McGill une acuité psychologique peu commune qui en fait un rival dangereux du Père Desmarais: "On ne peut guère se permettre de ridiculiser les pessimistes qui prédisent que la dislocation des parties ne fait que préluder à celle du tout". (Notre hypothèse de pansexualisation ne saurait s'appliquer au "parties" mentionnées par Michael Olliver puisqu'elles ne sont vraisemblablement pas celles que nous qualifions ainsi en cour municipale de Montréal, étant donné que les susdites parties sont ainsi libellées par un traducteur qui n'a pas un moindre sens du génie d'une langue.) Michael Olliver, notre directeur spirituel pan-canadien, démythifie avec une lucidité chevaleresque un vieux mythe que, pour ma part, j'ignorais: "Trop souvent, écrit-il dans LA PRESSE du 5 novembre 63, nous avons pris pour modèle de notre association franco-anglaise quelque équipage de chevaux mal appariés, porteurs d'énormes oeillères". En refusant aussi lucidement la solution bi-chevaline, le professeur fait avancer l'idée bi-nationale et nous dispense de considérer la Confédération comme une "time" et nos problèmes conjoints comme de vulgaires baculs.

thème de la belle-mère

Après tout, n'est-ce pas... "Peter Desbarats est d'avis que la première flambée séparatiste a fait place à une accalmie... Peter Desbarats est d'avis que la population du Québec s'est rangée depuis quelques mois à l'opinion de ceux qui veulent donner à l'élément anglo-saxon du Canada une autre chance... On a l'impression que le Québec a décidé d'entrer dans une période de travaux constructifs..." (in LA PRESSE, le 7 novembre 63).

thème de la réconciliation

"Jamais nous ne pourrons être davantage fidèles à nos origines qu'en demeurant dans la Confédération canadienne" (Jean Lesage, in LA PRESSE, le 12 octobre 63). "La saine appartenance du Québec à une véritable confédération, exige que nous soyons absolument positifs dans nos attitudes. Il faut se méfier de la pente savonneuse de la revendication verbale, verbeuse..." (René Lévesque, in LE DEVOIR, le 5 juillet 63).

Bien sûr, il faut faire des arrangements avec un partenaire, et le député administrable Jean-Luc Pépin nous apprend qu'il faut être réalistes que ce soit en mariage ou ailleurs: "C'est comme en amour, on demande plus pour être certain d'avoir au moins la moitié" (in LE DEVOIR, le 3 décembre 63). Monsieur Jean-Luc Pépin nous replace, par cette affirmation, dans la réalité conjugale de la Confédération qui, bien sûr et cela demeure partiellement prévisible, comportera des petites chicaneries: des vétilles quoi! Il n'y a donc pas lieu de s'alarmer puisque même les nations sont sujettes à des cycles menstruels et aux perturbations d'humeur propres à ces lois de la nature. Un analgésique peut alors normaliser le comportement du Québec pendant ces périodes lunaires.

"Pearson: Je ne veux pas être témoin de la liquidation du Canada" (Titre sur huit colonnes, in LE DEVOIR, le 13 novembre 63). Si on accepte ce lexique de "liquidation" qui, je le reconnais, est doté d'un haut indice de sexualisation pan-canadienne, on discerne dans la thématique de Pearson une fixation apocalyptique qui mérite notre attendrissement. Pearson se tient au niveau du corps mystique fédéral; et son vocabulaire, comme celui de l'apôtre de Pathmos, révèle sa version eschathologique du Canada divin qui, forcément, est l'objet de convoitises terrestres et honteuses de la part des vicaires de Pearson l'anachorète parfait. Fort heureusement pour Pearson, un fidèle disciple s'est voué à porter son évangile confédératif jusqu'à nous, païens, et cet apôtre courageux accepte de formuler, dans notre langue, les oracles sybillins de son maître.

Cette traduction libre et parfois même simultanée, même si elle n'est pas aussi sacrale que l'évangile du prix Nobel de la Paix, n'en est pas moins méritoire puisqu'on y discerne une même intensité de tautologie et que, par surcroît, elle est populaire. Comme les fragments de cette vulgate n'ont pas été colligés scientifiquement dans un scrap-book définitif, je me permets de citer ici une seule phrase qui donne une juste idée de l'envergure évangéline de l'apostolat de M. Lamontagne (dont la cause en béatification devra bientôt être instruite). Le 15 octobre 1963—c'était un mardi lugubre, je m'en souviens — j'ai lu dans le journal du soir le titre suivant: "Il y aura encore une Confédération en 1967 — Maurice Lamontagne". Le pauvre...

Hubert AQUIN

nouvelles

1 gérald godin

alberts (1), ou la vengeance

— Ote tes claques, ou ton père va t'en donner une brassée, cria la mère.

Le soir tombait comme seul il sait le faire. Les taxis jouaient le Ste-Catherine Street Blues pour klaxon et crissement de pneus Goodyear. La lumière se répandait inlassablement dans l'enseigne de la Dominion Rubber comme du sang sur une table.

— Le souper est pas encore prêt dans cette maudite maison, sa mère?

— Il est pas prêt, mais il est pas loin.

— Ou-ha-ha, ricana-t-il (comme l'écrivent les filles de la faculté de lettres qui n'ont pas encore été baisées).

— Ris pas de ta mère, espèce de clou pas de tête.

Il ferma la TV. Un interviewer y demandait à Paul VI pourquoi il fumait des "Nazionale" en plein Concile oecuménique.

— Parce qu'elles ont des bouts-filtres, répondit Il Papa.

— Et papa, où il est, demanda Alberts à sa mouman?

— Dérange-le pas, il est aux bécosses pour la première fois depuis son opération aux tripes.

Le père souffrait d'un cancer.

Alberts enfila chastement un disque sur le petit phallus du pickup et Thelonious le Moine commença à distiller sa petite liqueur blouse Alarcon au beau milieu des patates rôties qui achevaient de grésiller dans la poêle en se tordant comme des oreilles de Christ.

— Et puis, dit la mouman?

— Rien de nouveau, mouman. J'ai été à *La Presse,* au *Devoir,* au *Nouveau Journal,* au *Star,* à la *Gazette,* à *Perspectives,* à *Cité Libre,* à *Châtelaine,* à *Canadian Weekly* et patati et patata...

---

(1) Lire: Albeurtse.

— Et alors?

— A *La Presse,* ils m'ont demandé si j'allais à la messe tous les matins, au *Devoir,* ils ont trouvé que je n'avais pas de diction, au *Nouveau Journal,* ils m'ont claqué la porte au nez, au *Star* c'est rien que des anglais, à la *Gazette* itou, excepté Bill Bantey, mais il était absent; à *Perspectives,* ils m'ont dit: vous savez ce que c'est, comprenez bien la situation, nous vendons surtout en province, il faut y aller avec ménagement, votre sujet est mi-controversé, mi-tabou...

— Qu'est-ce que ça veut dire?

— Ça peut mettre des gens en Calvaire; à *Cité Libre,* ça ne paie pas, à *Canadian Weekly,* ça paie trop, ça me fait peur; à *Châtelaine,* c'est rien que des femmes et voilà.

— Je te l'avais dit, ton sujet n'intéresse personne.

Le reportage s'intitulait: Pourquoi j'ai tué William O'Neill. Le sujet: un gardien de nuit dans un édifice du fédéral fait sa tournée habituelle. Vers deux heures du matin, comme toutes les nuits depuis 15 ou 32 ans, il sort par la porte arrière pour prendre l'air et lâcher un peu d'eau. Tout d'abord parce qu'il fait toujours un peu sec dans les édifices fédéraux et ensuite parce qu'il a pris quelques bières à la Taverne Réjean avant d'arriver sur la job. Il s'approche du coin où depuis 15 ou 32 ans il tire une petite pisse entre deux poubelles. Il se sent bien. Ça dégage. Puis il se lasse: Si cette pisse peut finir. Mais avant de se lasser vraiment, il se remémore avec amour les deux petites qu'il a bues vers six heures et dont il paye maintenant l'écot. Enfin, la goutte. Il a la main sur son zipper et avant même d'avoir fini de le remonter, boum! une bombe met fin à ses jours.

S'il avait fait pipi dans les lavabos comme tout le monde, il le ferait encore aujourd'hui, au lieu de se balader parmi les saints, les anges et les victimes de la stupidité de ce monde, tel qu'il fut surpris par la mort: la braguette à demi ouverte.

— Mon pauvre Alberts, comment veux-tu qu'ils publient une histoire comme celle-là? Ah, ils vont te dire qu'ils n'ont pas de place, que tu écris mal, que tu as mauvais caractère, que tu sacres trop et quoi encore, pour justifier leur refus. Ils vont te dire n'importe quoi sauf la vraie raison: tu parles de choses qui ne concernent personne. Que ce pauvre homme soit tout simplement sorti pisser quand la mort l'a surpris, que sa femme soit seule, abandonnée à 65 ans, ça n'intéresse personne. Que le seul courrier, que la seule attention dont elle soit

maintenant l'objet, soit sa pension de vieillesse: un chèque du *Dominion,* ça n'intéresse personne non plus. Tu as fait fausse route depuis le début, mon Alberts.

— Okay, okay, mouman, fais-moi pas un discours. Passe mon foie de veau dans la farine, je ne t'en demande pas plus.

Exit Polonius des bécosses. La mort est déjà sur son visage. Ses amis, dont son fils, l'appellent Pol.

— Gertrude, dit-il à Gertrude, mon Pablum est-il prêt?

— Il est juste à la bonne dimension.

— Alors apporte-le-me-le. Et toi, Alberts, je t'ai entendu raconter à ta mère qu'on avait refusé ton papier partout, c'est vrai?

— Tout ce qu'il y a de plus.

— Et alors?

— Je leur dis Cambronne et je vais en écrire un autre. Il ne me manque qu'un sujet.

— J'en ai un. Fais un article sur ton vieux père, sur un homme de 45 ans qui souffre d'un cancer des tripes, qui mourra dans six mois au plus et qui en est réduit à manger du Pablum à tous les repas que le bon Dieu amène.

— Arrête donc, mon mari, dit la mère avant de tirer la porte de la cuisine pour cacher qu'elle pleure de désespoir, d'amour et de rage contre la mort.

— Laisse faire ta mère, ça va lui faire du bien. Mais dis-moi, mon Alberts, ton maudit papier sur O'Neill, je ne l'ai pas lu, attendant toujours de le voir dans une revue ou un journal qui lui aurait donné sa véritable portée; je n'en connais que ce que tu en racontes à ta mère chaque soir avant souper, il y a une question que je me pose à son sujet: pourquoi as-tu tué William O'Neill?

— Je vais te dire, Pol. Je l'ai tué parce que je pensais qu'il était le père de l'abbé Louis O'Neill.

Gérald GODIN

comme une petite boue humaine

Jamais rien vu de semblable, une nuit si claire, si froide, comme durcie dans l'éternité... Il levait les yeux vers le ciel, par delà les façades, errant au-dessus de la ville. Rien, ni personne ni vent. Seuls ses yeux verts, très durs, dans son visage de vagabond, un visage tout ridé, bronzé comme un vieux sou... Il avait quitté son antre deux heures auparavant, après s'être bagarré avec Judith. Judith, une putain à la retraite, une amie d'infortune qui s'était attachée à lui parce qu'il avait été le seul homme avec qui elle avait connu une sorte de bonheur. Depuis que les bombes avaient commencé d'éclater, une sorte de fébrilité, comme une fièvre, s'était emparée de lui au point qu'il en rêvait la nuit et en oubliait tout le reste, même elle, sa Judith, sa compagne de lit. Pour la première fois depuis ces cinq années de vie commune, dans la saleté et les punaises, leur accord était rompu. Plus de poésie entre eux, plus rien qu'un malaise. Les bombes ravageaient les coeurs; pas seulement les casernes militaires, comme le croyaient les journalistes.

Ça a commencé un soir, très tard... des craquements sur le toit du hangar... où ils logeaient. Il est sorti... deux jeunes hommes, portant chacun une mallette... non loin, hurlait la sirène des policiers...

— Venez par ici, qu'il leur dit. Y a une bonne cachette. Leurs ombres s'avancèrent, incertaines, jusqu'à lui.

— Par le carreau, là, dans la cave. Bougez pas! Je vous ferai signe, moi, quand le danger sera passé.

Une heure après, tout pimpant, il les rejoignit.

— Terroristes, hein?

Leurs visages étaient durs, muets. La peur... possédés par elle... ils étaient pâles, leur regard sombre fixé sur lui, brûlant... Il leur serre la main.

— Jeunes hommes, je vous admire! Nous autres, à votre âge, on se contentait de gueuler. On a rien fait, rien... Tous des ratés aujourd'hui, même ceux qui ont réussi, surtout ceux-là! Moi, j'ai démissionné, je suis qu'un vagabond. Mais j'ai encore quelque chose, là! qui me donne du remords.

Il se frappait la poitrine à grands coups de poings. Les deux autres fu-

maient, nerveusement, le front couvert de sueur, les lèvres bleuies par l'angoisse. Ils lui trouvaient des manières bizarres, un peu trop aristocratiques. C'était louche... un vagabond si dévoué, si bien élevé...

— Pourquoi nous avoir aidés? demanda celui des deux qui semblait être le chef.

— Pourquoi! vous osez me demander pourquoi! Je suis un Patriote moi aussi! Québécois! comme vous! J'ai le droit de me battre. Vous êtes pas les seuls à vouloir le bien du pays.

Ils se chuchotèrent quelques mots dans l'oreille. Il leur tendait un visage anxieux, suppliant, quêtant un peu de leur jeunesse.

— Ecoutez. Si vous êtes un vrai Patriote, vous allez nous rendre un service.

— Je veux bien, moi, je demande pas mieux. Y a si longtemps que je veux me battre avec vous.

Ils ont parlé deux heures durant. Judith, faiblement, peureusement, l'appelait. Il ne l'entendait pas: elle n'existait plus. Ce n'était qu'un souvenir, Judith, un accident de route, une ivresse... Puis il est remonté, transformé, heureux, la voix allègre, l'oeil brûlant... et ses gestes, de véritables magies! Sauvé, touché par la grâce, enfin un rôle à jouer dans ce combat. Ce qu'il disait chantait sur ses lèvres, dans son regard... Judith tentait d'éteindre cette flamme nouvelle, dangereuse, pour lui, pour elle... Mais elle parlait à un fantôme: son corps était là, elle pouvait y toucher; l'âme, elle, avait fui elle ne savait où, très loin, du côté de la jeunesse... où ses rêves avaient été détruits... Une mission: voler de la dynamite... sur un terrain de construction...

Le lendemain soir, il s'était acquitté de son devoir. Facilement. On ne se méfie pas des vagabonds; on les méprise. c'est déjà beaucoup. La dynamite était cachée dans la cave; il attendait que les deux jeunes hommes revinssent en prendre charge. Ils avaient dit "jeudi", et la journée du Seigneur avait passé sans que personne ne vînt. Quatre jours de retard. Se méfiaient peut-être de lui, un misérable vagabond... *Quand ils en auront besoin, ils viendront,* se disait-il.

La nuit était froide, dure. Il marchait lentement, rue Ste-Catherine. Il pensait à Judith, à ses menaces: *Je le vendrai, ton secret, si tu me sacrifies à ces gamins. Ça, je le jure: je te vendrai!* Une envie de la tuer lui venait, obsédante, comme une nécessité, une fatalité. Il regrettait de s'être acoquiné avec elle. Elle qui n'avait été qu'un oubli, qu'une fuite dans le délire. Maintenant, elle se dressait devant lui, menaçante, mauvaise.

A la fin de la nuit, fatigué, inquiet, il rentra chez lui. Chez elle, Judith... N'y était pas. La dynamite était toujours dans la cave. Il avait craint... Comme il s'étendait sur le lit, elle entra, se défit, désinvolte, de son châle, avec un sourire méprisant.

— Pas bien malins, tes petits amis...

Il bondit, l'oeil en feu:

— Ça veut dire quoi?

— En prison!

— Tous?

— La police le prétend.

— Pas vrai! Salope!

— Ils ont tous été arrêtés dans la soirée.

Elle lui lança le journal. Elle jouissait de sa consternation, elle chantonnait. Il lut, horrifié, cette nouvelle. Il demeurait incrédule. Judith, déshabillée, l'appelait, comme jadis, quand ils s'aimaient à la folie:

— Viens, chou, tu es à moi maintenant. C'est fini, cette histoire, je te dis! Viens!

— J'y vais, ma cocotte, j'y vais!

S'étendit sur elle, lui flatta les cheveux, lui entoura le cou, qu'il serra très fort; elle eut beau se débattre, il serrait toujours — elle perdit conscience. S'étant relevé, il la regarda, longuement, sourire aux lèvres, caressant son visage crispé. *Je t'aimerai quand tu sera bien froide... bien froide... Ce sera amusant.*

Il sortit. Le matin glacial le surprit. Il se réfugia à la taverne. But toute la matinée.

Un vieux camarade vint le retrouver, alarmé.

— La police! chez toi! Z'ont trouvé de la dynamite. Judith, elle dit que t'as voulu la tuer quand elle a découvert la dynamite. Y te cherchent! Faudrait que tu disparaisses! Vite!

Il avait trop bu: les mots entraient dans sa tête comme des coups de massue. *Judith... la police... disparaître, moi!* Bouteille à la main, il sortit dehors, pour les affronter tous, Judith, les policiers, les salauds... Près de la porte, lui tournant le dos, un policier aux aguets. Un grand coup de bouteille sur le crâne... Un coup de feu... peu après... Il tomba lourdement sur le policier qu'il venait d'assommer. Il fit d'ultimes efforts pour rouler plus loin, seul, dans la boue... On l'entoura: il essayait de cracher. Un peu d'écume coula entre ses lèvres, comme une petite boue humaine...

André MAJOR

chroniques

chronique d'une révolution 1

une commission de propagande

andré major

La Commission Dunton-Laurendeau ne joue pas un rôle objectif, nous le savions au départ, et on vient de nous le prouver. Commission d'Enquête? Mais non: elle ne vise qu'à faire accepter par tous les Canadians cette théorie du bilinguisme et du biculturalisme. Cette Commission, qui va dans le sens d'un certain nationalisme canadian, n'est de fait qu'un instrument de propagande qu'utilisent fédéralistes et néo-fédéralistes. Puisque le travail de la Commission servira avant tout à promouvoir une politique d'unité canadian, ce qui veut dire dans la pratique domination d'une nation par une autre, il ne faut lui accorder aucun crédit. Et en définitive le sentiment nationaliste québécois en sera exacerbé.

Bien sûr, on peut supposer que Laurendeau attend de cette Commission quelques miettes. Laurendeau c'est un peu la Vierge Marie intercédant en faveur de ses enfants. Dunton, lui, serait l'époux qui veut "comprendre" le bobo de ces malheureux qui réclament l'égalité. Mais un peuple dominateur est un peuple mâle, il faut le ménager, être doux, gentil, comme Laurendeau quand il demande que les organes d'information se ferment aux "voix extrémistes"; c'est donc celles de la modération que nous entendons, c'est-à-dire les plus bêtes, les plus faibles. En même temps Radio-Canada passe à une offensive antiséparatiste qui tombe dans le ridicule (voir les émissions dites culturelles où la vulgarité rivalise avec la bêtise). On a demandé à Marcel Dubé de supprimer la tendance "séparatiste" chez un de ses personnages. La tribune politique, qui normalement devrait être ouverte à toutes les voix politiques, est maintenant réservée aux Fédéralistes (ancienne et nouvelle manière).

On me répondra que Radio-Canada, Société d'Etat, doit, de par sa Charte, servir les intérêts "from coast to coast", les intérêts des **étrangers** d'Ottawa. Fort bien; et nous dirons même que Radio-Canada est un organe d'information étranger qui doit justifier la politique du gouvernement central. Mais alors il nous faut considérer cette Société comme un instrument qui nuit à la révolution québécoise. Un instrument d'autant plus pernicieux qu'il est (au réseau français) entre les mains de Québécois qui acceptent de servir un gouvernement ennemi. La seule politique qu'il nous reste, c'est la dénonciation et le sabotage.

Les journaux ont adopté la même attitude que Radio-Canada: faire croire au progrès de "l'unité nationale". Dunton-Laurendeau se frotte les mains... Mais cette

propagande, qui tente de créer un esprit d'unité artificiel, ne fait que démasquer le jeu d'une basse politique de justification du statu quo.

Et Laurendeau continue de faire de lui la dupe de Dunton en prêchant la modération. Et il nous montre ainsi que la Commission est née du pourrissement de la situation politique actuelle et que nous devons de moins en moins compter sur "les forces en place" pour faire la révolution.

André MAJOR

chronique d'une révolution 2

que faire?

pierre maheu

Parti Pris, parlant d'une révolution qui ne se fait pas encore, est un paradoxe. Nous sommes un peu comme Jean-Baptiste; et les prophètes, selon que l'avenir leur donne raison ou tort, deviennent visionnaires, ou ridicules. Le Parti qui fera la révolution québécoise n'est pas encore né, et, **en attendant, Parti Pris** vaut ce que vaut l'espoir. Nous n'avons qu'une chose à faire: dire et appeler la révolution jusqu'à la susciter enfin; nous disons, nous écrivons des choses qui ne sont pas tout à fait vraies, pour qu'elles le deviennent. Mais, **en attendant**, nous, et ceux qui pensent comme nous, vivons dans l'inconfort, notre engagement reste en l'air, comme un poing levé.

De plus en plus nombreux sont qui n'en peuvent plus de ce malaise, et qui laissent leur impartience l'emporter; les néo-F.L.Q. et les micro-mouvements se multiplient; nous sommes des partisans sans Parti. Cette dispersion est sans doute inévitable, mais la révolution ne sortira de la stagnation qu'en la vainquant.

L'heure de la dispersion est celle de l'individualisme, et la révolution une praxis collective; paradoxe de toute révolution à sa naissance: l'aliénation qu'il s'agit de vaincre est celle même dont nous sommes atteints. Ainsi en fut-il du F.L.Q.: ses membres, au fond, devaient bien savoir que ce n'était pas eux qui feraient la révolution. Leurs buts le montrent, puisqu'ils ne visaient qu'à éveiller; et leurs moyens, puisqu'on ne peut demander à toute la population de se livrer au terrorisme. Les effelquois savaient, devaient savoir, qu'ils seraient pris. Il y avait dans leur démarche un désespoir qui caractérise la situation pré-révolutionnaire. Le révolté de la première heure est un isolé qui veut créer dans son peuple une solidarité de groupe. C'est donc en agissant en tant qu'individu isolé, en accomplissant des actions d'éclat, qu'il tente d'y parvenir; il lui faut éblouir, il est condamné à être un héros. Peu à peu, le peuple s'identifiant au héros, l'individualisme est enfin dépassé. C'est ce dont témoigne notre stupeur au lendemain de l'arrestation des membres du F.L.Q.: nous regardions, ébahis, ces jeunes gens, et nous découvrions notre image sur leurs visages défaits. L'homme de la révolte, le terroriste, joue à qui perd gagne, c'est en courant à sa perte comme individu qu'il permet à tous ces autres que nous sommes de dépasser leur altérité et leur individualité. Il se perd pour que **nous** soyons. Cette vocation de héros, il n'est pas donné à tous ceux qui s'y essaient d'y satisfaire, bien sûr, et d'autant moins que la situation, à ce moment, est objectivement sans espoir. Des vingt membres du F.L.Q. arrê-

tés l'été dernier, il est déjà beau que quatre ou cinq (25%) aient réussi à **tenir.** Mais peu importe: c'est dans leur défaite, dans leur faiblesse autant que dans leur force que nous nous reconnaissons.

Ce qu'il importe de voir aujourd'hui, c'est que ce premier moment de la révolution est terminé, et que la période creuse actuelle est lourde d'une nouvelle phase révolutionnaire. Ceux qui se veulent fidèles à ceux qui sont aujourd'hui en prison, qui veulent continuer leur action, n'ont pas à refaire ce qu'ils ont fait. Le temps de l'héroïsme individuel est passé; la conscience de groupe est en train d'apparaître. Une action qui se veut efficace ici et maintenant doit tendre à consolider cette conscience de groupe et de classe, et à lui donner les moyens de s'incarner dans une action collective. Il faut tendre à ce que, à la limite, la nation entière participe à notre action et s'y reconnaisse. La publication, par l'actuel F.L.Q., d'un journal de combat et d'agitation, **La Cognée**, est une tentative en ce sens. Mais, nous ne le répéterons jamais trop, le plus important est la création d'un Parti révolutionaire structuré, discipliné et efficace.

Quant à nous, de **Parti Pris**, nous tentons de faire notre part pour approfondir cette conscience collective, en élaborant une pensée qui veut réfléter et organiser l'aspiration révolutionnaire de la jeune génération. Mais il faut que cette pensée devienne de plus en plus concrète. Ainsi nous tenterons bientôt, dans une **Chronique régionale**, d'étudier les problèmes locaux qui témoignent de la réalité du pays. Et la présente chronique étudiera les techniques de l'action révolutionnaire. Après le temps des héros, vient celui des "travailleurs-sociaux" de la révolution. Il nous faut maîtriser les techniques de l'agitation, de la propagande, des manifestations, de la désobéissance civile, etc. Il est de plus en plus urgent que nous dépassions le romantisme et l'idéalisme. Nos manifestations, par exemple, ont toujours été préparées à la hâte, avec plus d'enthousiasme que d'organisation. L'enthousiasme, c'est bien; mais ailleurs, on sait qu'une manifestation se prépare d'avance, sur papier, avec points de ralliement, points de repli, diversions, etc. Nous n'en savons rien, et nous nous laissons posséder. Ainsi, à la Place des Arts et à la manifestation McGregor, nous nous sommes laissés disperser comme des enfants par quelques policiers à cheval. En France, les manifestants savent que si on jette des billes sous les pieds des chevaux, ils trébuchent; que si on y jette de l'huile, ils glissent, etc. Et en France, les policiers ne peuvent plus employer leurs chevaux devenus inutiles. Nos policiers, je le dis pour ceux que cela pourrait intéresser, ont aussi en réserve des chiens, qui n'ont pas encore été utilisés, et qui sèmeront la panique dans nos rangs la première fois qu'on les lâchera, comme ils ont effrayé, au début, les noirs américains. Les noirs, depuis, ont appris que ces chiens sont dressés pour saisir à la gorge; ils se protègent donc en élevant le bras gauche, que le chien happe; les noirs prétendent qu'il suffit alors d'un violent coup du poing droit sur le museau (que ces chiens ont très sensible) et d'un coup de pied au bas-ventre (que tout le monde a sensible) pour faire lâcher prise à n'importe quel chien. Il y a ainsi des tas de choses que les gens savent, ailleurs. Je n'irai pas jusqu'à suggérer que nous fassions des choses aussi peu pacifiques, bien sûr. Mais j'ai bien l'intention d'en reparler bientôt.

Pierre MAHEU

les colons et le fric

gérald godin

Madame Jeanne Schoeters, jetée dans le besoin par les événements que l'on sait, vend son âme aux Anglais de **Weekend** et de **Perspectives.**

Ainsi l'épouse d'un des piliers de la décolonisation des Canadiens français doit compter sur les colonisateurs pour subsister.

Telle est notre paradoxale, absurde et dérisoire situation dans notre pays.

Nous sommes les mouches auxquelles les enfants ont coupé les ailes: où que nous courions, ils nous rejoignent toujours.

On pourrait s'égarer sur d'autres considérations, comme par exemple la lettre de Jeanne Schoeters aux journaux du sept janvier dans laquelle elle dit s'être confessée à Bill Trent de **Weekend** durant un moment de tension particulier et avoir accusé son mari sur la foi de faux rapports. Mais là n'est pas la question.

On pourrait déplorer que la police ait privé Georges Schoeters de ses lunettes, "de manière à ce qu'il ne puisse lire la confession qu'on voulait qu'il signe", quoiqu'ainsi, les policiers lui aient épargné la vue de leurs sales bouilles, ce qui n'est pas sans bonté de leur part, mais là non plus n'est la question.

Colonisés nous sommes et sans nos colonisateurs nous mourons de faim. La plus irréductible des femmes de colonisés elle-même n'y a pas coupé.

L'autre fait important, c'est le plaisir qu'a dû prendre **Weekend** à fournir l'eau et le baquet de ce petit lavage de linge sale.

Il n'y a pas de grand homme pour son valet de chambre. Il n'y a pas de héros pour son épouse. **Weekend** avait compris cela. Mme Schoeters allait lui donner l'occasion de déboulonner Georges Schoeters: n'était-elle pas le plus irréfutable des témoins, puisqu'elle couchait avec lui? Elle l'accusa de l'avoir trahie, elle dit qu'il avait laissé sa famille dans l'insécurité tout le temps qu'avait duré le FLQ et enfin, elle le traita d'idéaliste.

Il n'avait pas l'esprit de famille. Il avait le sens de l'honneur et idéaliste veut dire "fou", pour la plupart des gens.

Ainsi, ceux qui, en vertu de l'antique sympathie bourgeoise pour les causes perdues d'avance et les dons gratuits et désespérés, avaient une secrète admiration pour Georges Schoeters allait la voir battue en brèche sur le même terrain: celui des mythes bourgeois.

Peu de bourgeois ont dû résister. Ce que **Weekend** ne sait sans doute pas, c'est que tous les Schoeters du monde peuvent se passer de la sympathie des bourgeois.

Gérald GODIN

chronique du RIN

le programme du RIN

robert maheu

Dans un éditorial récent (décembre 63) nous disions notre insatisfaction devant le programme du RIN; nous parlions de "libéralisme planificateur". A la demande de certains lecteurs, nous entendons justifier cette prise de position, en particulier du point de vue du socialisme. Nous nous bornerons à quelques citations extraites des résolutions adoptées et des textes de présentation de ces résolutions:

— "Si la nationalisation apporte de tels bienfaits, dira-t-on, pourquoi ne pas l'étendre à d'autres domaines? Il faudrait bien se garder de nationaliser à tort et à travers, car nous risquerions de fausser irréparablement le mécanisme de notre économie (sauvegarde du capitalisme, ça alors!) (1). ...il faut maintenir l'entreprise privée et faire en sorte qu'elle donne son plein rendement. Dans ces conditions, la planification ne saurait être qu'à l'avantage de l'entreprise privée elle-même".

— "Il faudra enfin que la planification maintienne au minimum les contraintes de l'Etat... qu'elle garantisse le plus possible la liberté des entreprises". (On sait que la planification indicative est un leurre destiné à l'obtention du vote ouvrier).

— "Toute la législation relative aux questions ouvrières sera mise à jour et coordonnée dans un code du travail" (Nos syndicats, qui sont pourtant loin d'être socialistes — la CTCC, devenue la CSN, fut fondée sous l'impulsion de NNSS pour combattre l'influence du communisme — vont beaucoup plus loin que le RIN et le parti libéral puisqu'ils réclament non pas un condensé des diverses lois ayant rapport au travail, mais un authentique code du travail, tout comme le code civil ou le code criminel, avec ses propres tribunaux).

Ces quelques citations illustrent en partie notre déception; nous aimerions aussi souligner les "péchés par omission" ainsi que l'absence d'une idéologie globale, à part, bien sûr, un vague humanisme libéralisant. Par contre, il faut dire que nous avons été partiaux dans notre choix de citations; celles que nous avons rapportés n'indiquent pas l'orientation générale du RIN, mais plutôt des failles rendues inévitables par l'absence d'idéologie que je soulignais précédemment.

On pourrait reprocher au CPC (Comité Politique Central) de ne pas tenir suffisamment les membres au courant de son travail entre les congrès; je transmets cependant, sous toute réserve, une résolution qui serait, semble-t-il, présentée au prochain congrès: "Au Québec libre, l'Etat nationalisera les richesses naturelles". Le RIN serait-il tenté par le socialisme? Nous espérons qu'il succombera!

Robert MAHEU

PS. Le PRQ a émis, récemment, quelques communiqués bizarres; il veut maintenant s'appuyer sur les ouvriers et les gagne-petit. Avant qu'on ne crie au socialisme, nous voulons rassurer les bourgeois: l'UN a fait la même chose aux dernières élections. En effet, on ne peut classifier idéologiquement les partis politiques en fonction de la composition de leur corps électoral (n'en déplaise à Jean Pellerin); il y a une grande différence entre s'appuyer sur les ouvriers, appuyer les ouvriers et être le porte-parole des ouvriers. L'exemple récent de Peron (Argentine) le prouve suffisamment.

R.M.

(1) Les textes entre parenthèses sont de nous.

chronique de l'éducation 1

camille limoges

L'avènement d'un Québec socialiste ne se fera pas pour 1967. Ce sera l'histoire d'une génération, la nôtre, si nous sommes à la hauteur et si les conditions historiques objectives continuent à évoluer dans le même sens; ces conditions ne sont d'ailleurs pas données de l'extérieur, il ne s'agit pas de lire le sens de l'histoire pour agir ensuite, mais donner sens à notre histoire par une action concrète.

Dans une telle perspective, ce que l'on nomme l'éducation s'avère un facteur de première importance! L'histoire repose sur une dialectique de forces concrètes qui se conditionnent l'une l'autre et il serait illusoire de prétendre donner une direction à cette histoire sans vouloir assumer la gouverne de chacune de ces forces. La révolution sociale ne sera en son fond ni économique, ni politique, ni morale, ni intellectuelle; elle sera tout cela à la fois et indissolublement ou bien elle est vouée à l'échec, à la décomposition par l'intérieur.

Au moment où la "révolution tranquille" va accoucher d'une prétendue révolution scolaire, il s'impose que l'on s'interroge sur le facteur scolaire, qu'on le situe dans la perspective d'une action globale. Or si nous examinons la composition des forces actives en matière scolaire, nous apercevons tout de suite qu'elles se situent dans l'ensemble, parmi les factions les plus réactionnaires de la nation. Sans doute, des éléments perturbateurs, qui ne sont d'ailleurs le plus souvent que des réformistes, secouent de temps à autre ce petit monde fermé sur lui-même et troublent sa tranquillité, démasquant bassesses et tartufferies, mais l'efficacité réelle de telles actions demeure très faible.

En fait, ce n'est pas du système tel qu'on le connaît depuis un siècle que viendra le mouvement libérateur, ni non plus du jouet inoffensif et verni de frais que l'on finira par accorder à Gérin-Lajoie. L'esprit du système se reflète d'ailleurs on ne peut plus fidèlement dans les programmes de l'enseignement primaire publiés chaque année par les soins du D.I.P. On insiste toujours sur la classique distinction entre instruction et éducation, concluant chaque fois que l'instituteur est avant tout un éducateur ayant pour tâche de former "l'homme complet", ce qui déborde largement le fait d'apprendre à lire, écrire et compter. Or il se trouve qu'en fin d'études primaires, notre apprenti-homme-complet a passé plus de la moitié de son temps à se faire éduquer, c'est-à-dire à ânonner l'abc du conservatisme clérico-bourgeois servi à la sauce mélo, mais compte mal et ne connaît pas sa langue. On ne peut pas exiger du système qu'il dispense un autre type d'éducation; ce serait lui demander une métamorphose qui ne pourra se réaliser vraiment qu'au moment de la révolution sociale.

Si le secteur neutre se crée, et l'on affirme que cela est presque pour demain, peut-être y aura-t-il enfin une force avec laquelle on puisse compter, mais l'on ne saurait s'en remettre à des possibles et de toutes façons, il faudra un bon moment avant que le neutre, comme force sociale, fassent le poids à côté des autres.

La solution concrète est sans doute pour le moment de composer avec le système, en faisant pression sur lui pour que l'on cesse de sacrifier instruction à pseudo-éducation, mais aussi en utilisant les données du vécu social quotidien comme source d'une nouvelle forme d'éducation. Sur cela, nous reviendrons dans une chronique prochaine.

Camille LIMOGES

chronique de l'éducation 2

le chameau et l'oasis

laurent girouard

Sur les contrats des commissions scolaires, sur les formules du DIP, sur les fiches syndicales, l'instituteur et le professeur du secteur publique doivent un jour ou l'autre dévoiler leurs "diplômes-de-compétence".

Les brevets, maîtrises ou licences ne portent pas à conséquences. Mais si vous dites posséder ou ne pas posséder votre cours classique, alors là...

Si vous n'avez pas eu l'insigne honneur des humanités classiques, vous vous sentez déjà un peu minus vis-à-vis de ceux qui... Divers comportement névrotiques vous dispersent. Vous pensez aux 500 bâtons de moins sur votre salaire. Donc il serait plus avantageux que... Et vous entreprenez les 90 crédits par les soirs. Comme vous appartenez à un milieu favorable à la mesquinerie sous toutes ses formes (le corps professoral), vous lorgnez avec quelque envie, si ce n'est avec gloutonnerie, ceux qui... lecoursclassique peut vous apparaître comme une lacune dans votre formation. Vous n'avez pas eu la chance d'étudier le grec, latin, tels auteurs, telles bêtises... Ou bien c'est tout simplement un papier en moins et du fric dans d'autres poches.

Si vous avez eu le suprême avantage de fréquenter (?) un collège classique, vous vous sentez déjà un peu supérieur... On vous a longuement dit que vous appartiendriez à la future élite. Un peu, car dans la plupart des cas vous avez souvenance d'avoir tâté deux ou trois facultés avant d'aboutir dans une école normale. Vous vous sentez vaguement coupable d'impuissance intellectuelle... Vous redoublez donc de morgue vis-à-vis de ceux qui n'ont pas... Et vous soustrayez automatiquement les 500 tiges pour évaluer le salaire de ceux qui n'ont pas... De plus, vous pouvez toujours espérer, si vous êtes assez coulants, un poste plus... enfin... au-dessus... euh... de ceux qui n'ont pas... Vous pouvez d'ailleurs discourir sur tels auteurs, telles bêtises, insérer quelques mots latins et parler de votre Alma Mater.

L'attitude infantile des enseignants lorsqu'il s'agit d'avoir ou de ne pas avoir un cours classique n'est pas qu'un indice d'une aliénation plus profonde. Les laïcs ont eu à affronter la mainmise des clercs sur l'éducation. Ils ont dû affirmer leur compétence. Comme les institutions pédagogiques ou universitaires n'ont pu la leur léguer, rapidement et à tous les degrés des structures, (surtout entre les niveaux de l'enseignement), les hommes et les cadres ont systématisé une course fantaisiste aux diplômes.

Lecoursclassique avait déjà acquis dans la classe clérico-bourgeoise l'incontestabilité en matière de culture générale. Avant toute autre exigence l'enseignant se demande (on lui demande) s'il possède-une-culture-générale. Et comme lecoursclassique seul confère une culture... Donc. Les clercs (et tous leurs succédanés), avant d'abandonner les cadres enseignants, nous ont laissé des normes...

Que l'on décerne un additif au salaire des bacheliers (ès arts), que le principalat ne soit accessible qu'aux bacheliers, que la ségrégation entre les non — et les bacheliers soit accentuée par les cadres, ne doit donc pas nous surprendre, ceux du milieu du moins.

Si l'on réussit à désacraliser les mots, on ramène les choses à leur réalité. Les en-

seignants sont de par leur profession plus que bienveillants au statu quo. Ils institutionnalisent facilement.

Tant que lecoursclassique (produit bâtard de notre histoire tronquée) ne sera pas modifié (quelle est la réelle différence entre la section classique et la section scientifique?), rendu abordable aux intelligences disponibles (i.e. retiré du secteur privé), les problèmes subséquents de l'éducation ne seront résolus en rien. Car en dernière analyse, c'est de culture qu'il est question.

En d'autre mots il faut se débarrasser des normes clérico-bourgeoises pour aboutir à des solutions. Le mythe ducoursclassique ne fait partie que de la gigantesque gamique qui maintient le système de l'éducation hors de l'histoire.

Laurent GIROUARD

les livres 1

poésie-poetry '64

andré major

On me demande de parler d'une anthologie à laquelle j'ai moi-même participé. On prendra donc ma critique pour ce qu'elle est: un parti pris; et l'on ne s'étonnera pas que j'accorde plus d'importance à la signification politique de cette parution qu'à son intérêt poétique.

Poésie-Poetry s'inscrit dans l'entreprise de mystification à laquelle les Fédéralistes convient les jeunes écrivains. Il s'agit de démontrer, avec force illustrations, que le Canada-from-coast-to-coast est un bel et grand ensemble au sein duquel s'harmonisent deux grandes cultures, coexistent deux mondes égaux, parallèles, respectueux l'un de l'autre (comme Gordon et Baptiste). De la loufoquerie... Il y a tout simplement des poètes canadians et des poètes québécois (de langue française), les derniers s'opposant, dans leur poésie même, au projet de "culturisation" de leur nation (je parle ici de l'isolement dans une sorte de ghetto culturel en dehors duquel nous ne sommes rien). Quant aux poètes de langue anglaise, n'étant ni menacés ni révoltés par cette **infériorisation** d'une nation par une autre (la leur), ils jonglent, innocents, avec le Verbe. Jugement par trop global et catégorique, dira-t-on. C'est le seul qui corresponde à la situation telle qu'elle est vécue par l'écrivain québécois dès qu'il s'interroge sur le sens de son acte d'écrivain.

Les poètes revendicateurs (et j'en suis) dénoncent ce piège qui, dans leur projet créateur, constitue une aliénation bien pire encore que le refoulement culturel. On nous appelle à la concurrence culturelle: c'est pour mieux nous déposséder des dynamismes essentiels. Sur le plan culturel, c'est connu, nos voisins canadians nous considèrent comme des égaux; mais dès qu'il s'agit de la souveraineté politique, foin de l'égalité!

Pour cette raison, Poésie-Poetry est un mensonge, et il est bon que certains des poètes qui y ont participé l'aient fait d'une façon toute négative. Leurs poèmes sont une contestation de l'ordre existant, celui qu'on voudrait nous faire accepter à l'aide d'éditions dans les deux langues. Quand la politique veut corrompre la littérature, on flaire tout de suite la vulgarité.

(Poésie-Poetry '64, anthologie publiée par les Editions du Jour et Ryerson-Press.)

André MAJOR

les essais de pierre vadeboncoeur

jean-marc piotte

Je ne suis pas critique littéraire. J'ai toujours désiré secrètement parler de moi. Les écrits de Vadeboncoeur me sont un bon prétexte pour réaliser mon désir.

J'ai vécu dans la grisaille. Je poursuivais mes actes quotidiens dans mon univers quotidien. Mon amour n'était pas de l'amour: je n'étais que fidèle et responsable. Je n'engageais pas mon existence parmi d'autres existences: je soutenais à bout de bras des structures morales. J'étais une conscience, une réflexion: je ne vivais pas.

Je cherchais désespérément à vivre quelques joies pleines et entières. Mais tout était brouillard. Je marchais comme un pantin démantelé dans un univers fermé Je réfléchissais interminablement ma conscience. Je n'en serais jamais sorti, si...

Major n'est pas toujours un gars facile. Lorsqu'il découvrait un livre qu'il jugeait intéressant, il voulait faire partager à tous ses amis sa découverte. Tous les moyens étaient bons. Son argument massue consistait à me lire tous les bons passages il soulignait alors la moitié du livre intéressant — en ajoutant des commentaires de son cru. Et cette lecture continuait jusqu'au moment où je lui promettais de lire "son" livre. J'avais la tête dure, mais lui, plus que moi. Ce soir-là, au bout de deux heures et demie, j'acceptai de lire "La ligne du risque" (1) — tout en retenant fermement mon désir de lui mettre mon pied au cul.

Trois semaines plus tard, je lisais la dernière découverte de Major. J'ai lu le livre dans une soirée. Ça m'a assommé. Je regardais les murs, hypnotisé, me demandant par où commencer.

Un homme me criait de vivre ce que j'étais. Bizarre! Je n'avais jamais vécu selon mon ventre. J'écoutais ma conscience qui écoutait les autres.

J'ai commencé à écouter mes besoins, mes instincts. Agir mes désirs, peu importe les circonstances. J'expérimentais des joies. Boire jusqu'à la lie. Faire l'amour jusqu'à épuisement. Dire: "mange de la marde" aux emmerdeurs. Je vivais enfin, et ma pensée découvrait des espaces infinis. Je vivais enfin. Je pensais enfin.

J'expérimentais et j'expérimente. Vivre selon ses tripes. Démarche sans cesse recommencée, jamais achevée. Expériences, joies que je dois sans cesse recréer. Repousser sans cesse toute fixation pour permettre à mes besoins changeants de s'exprimer.

Je ne sais si j'ai bien compris la pensée de Pierre Vadeboncoeur. Mais je me suis compris. Du moins j'en ai l'impression... comme j'ai l'impression qu'on ne peut parler de soi-même sans se mentir et sans mentir aux autres.

---

(1) Vadeboncoeur, Pierre, *La ligne du risque* (essais). Ed. HMH, Montréal, 1963.

Jean-Marc PIOTTE

ce bordel de pays 3

de la contrebande à la liberté

jacques ferron

Fermée à Québec, la brèche continue de bâiller en aval. Les Français tentèrent bien de verrouiller le Golfe et d'en faire une mer Française. Ils bâtirent Louisbourg. Le verrou ne tint pas. Les Anglais dans le Golfe continuèrent dans le fleuve; ils occupèrent Québec. Pour lors ils auront le bon sens de ne pas imiter les Français et de laisser ouvert ce qui, avec les moyens de l'époque, ne pouvait pas être fermé. L'estuaire du St-Laurent resta libre. Les Français y gardèrent même des bases. De Saint-Pierre et de Miquelon ils pouvaient, jusqu'à ces dernières années, s'avancer jusqu'en Gaspésie et, au large, à sept milles de la côte, sur la frontière du Canada et de la mer inconquise, ouvrir des comptoirs flottants. Durant les années trente, les femmes de Cloridorme et autres patelins, ne voyaient pas leurs hommes partir pour la pêche sans quelque appréhension car il leur arrivait de préférer la goélette à la morue et de revenir, le soir, fin saouls. Et c'était une chose fort plaisante que l'impuissance de la police de Sa Majesté assistant à la collusion des Gaspésiens et de l'étranger. Cette police ne pouvait pas empêcher les Gaspésiens d'aller à la pêche, même la nuit, et l'étranger de se tenir dans les eaux internationales. La frontière lui échappait, la population aussi. Et montée, comme elle était, elle était cocue à cheval. On ne se contentait pas d'aller trinquer sur la goélette, on en rapportait une marchandise connue et apprécie dans tout le pays sous son nom d'origine. Cette contrebande a eu ses héros et sa légende. Elle a contribué aussi à assoir quelques petites fortunes. Toute la Gaspésie grâce à elle a vécu dans l'illégalité. Cela n'a pas nui au charme de cette province.

En 1948, j'ai eu l'honneur de connaitre Monsieur le Do Gagné, contrebandier à la retraite, qui, encore jeune et entreprenant s'occupait d'organisation politique. Il put ainsi obtenir quelques bons contrats du Gouvernement. Il n'avait pas de préjugés. Il eut une fin digne de sa légende, sautant d'un cap en automobile. Il avait à ses côtés deux demoiselles. Le féminin recherche toujours l'homme de la ruse et de la violence, et celui-ci ne meurt jamais seul.

La France était aussi restée à Terre-Neuve, y gardant jusqu'au début de notre siècle le droit d'atterrir et de sécher son poisson. Cette servitude explique peut-être que l'île soit restée en dehors de la Confédération; autrement elle aurait pu devenir un lieu de rencontre entre les Français et nous, ce que le Dieu anglais, emmitouflé dans ses perruques et fort sourcilleux, n'aurait pas vu d'un bon oeil. Car il ne faudrait pas croire que nous avons choisi notre isolement. Il nous a été imposé. Voici maintenant qu'on nous le reproche: "Ouvrez les frontières, ce pays étouffe!" Pourtant il n'a jamais tenu à nous d'ouvrir ou de fermer le pays. Nous étions comme la fille du bordel qui ne choisit pas son monde. La seule frontière qui nous aie été soumise a été une clôture d'habitant. Et justement, faute de statut international, nous nous sommes trouvés dans une sorte de camp de concentration et entourés de barbelés pour bétail.

Durant plus d'un siècle notre isolement a été complet. Nous avions été mis, peut-on dire, au secret. La France restera dans le Golfe jusqu'au voyage de la "Capricieuse", lequel eut lieu sous l'Union: le français était ostracisé et nous étions devenus une minorité. Après ce voyage, la France

pourra continuer de remonter jusqu'à Québec et de nous voir, mais ce sera toujours, comme dans les couvents et les prisons, en présence d'un tiers. Nous étions sortis du secret pour tomber sous surveillance. Un siècle de secret, un siècle de surveillance. Il est vrai que nous avions plaidé coupables: coupables d'être français. Sentence: deux siècles. Et nous l'avons purgée. Nous avons bien gagné, il me semble, notre libération. De là provient l'angoisse respiratoire des geôliers: "Ouvrez les frontières, ce pays étouffe". Entendez par là qu'ils appellent du renfort. Ils voudraient que le bordel continue. Les maqueraux en chômage font toujours de tristes sires.

Jacques FERRON

les divertissements 1

quand le père claus cherche à nous passer un sapin...

jacques allard

C'était le jour de Noël à Radio-Canada, et la deuxième émission de la série bilingue "De Ville en Ville", "A Show From Two Cities".

En pareille circonstance, le Père Noël était, bien sûr, le prétexte tout trouvé pour chausser les patins du biculturalisme et glisser dans le vieux traîneau de la Bonne Entente. Et en avant les rennes! pour une fois qu'on était d'accord sur la culture esquimaude.

Le cher vieux bonhomme avait, cette fois, piqué sa barbe blanche autour du nez retroussé d'Oliver Guimond. Eh oui! vous avez bien lu et bien entendu. Notre bon Ti-Zoune était devenu "Oliver" pour la super-émission "nationale" du 25 décembre dernier. Oliver donc, ou encore le Père Claus, comme il se faisait appeler, était à la recherche de son sapin. La belle blague! Le sapin, il l'avait dans sa poche et le problème était de nous le passer. Ce n'était pas facile, même une heure d'émission n'a pas suffi.

Son nom même reflétant une double réalité, le Père Claus s'est donc dédoublé, ce qui nous a valu, entre Montréal et Toronto un monologue conjugué de la façon suivante: "Dear Père Noël, would you allow me... Permettez-moi, cher Santa Claus..." And so on et ainsi de suite, le meilleur franglais jamais entendu à la Société d'Etat, foi de joual!

A en faire geler notre plus gros chanteur, Richard Verreau qui, bien emmitouflé dans sa peau d'ours ou son capot de chat, faisait sa petite fumée, Place Ville-Marie au pied du grand sapin lumineux. Même que le maigre choeur des curieux attirés par une telle manifestation, ployait le genou, tels les rois mages devant l'Enfant-Dieu. Que c'était beau! Que c'était émouvant! A en faire sacrer le plus fervent ligueur, quelque peu grisé par un Noël aussi blanc!

Même Hélène Bédard, notre Brigitte-à-nous, s'évaporait en vain dans une longue communication téléphonique Montréal-Londres, en quête de la framboise séchée de Paul Dupuis cabotinant en anglais. La téléphoniste londonienne en perdait son anglais, son latin, son russe, son espagnol, son italien, mais pas son français: elle ne le savait pas.

Bien entendu, tout cela devait être très drôle. Mais pour qui d'autre que les scripteurs de Grandmont et Rafa? Pour les Torontois? L'humour anglais aurait-il si

mauvais goût qu'il se satisfasse de clichés aussi poussiéreux et d'aussi pauvres facéties?

Ce n'était même pas touchant, surtout pas la longue Joyce Sullivan, gantée de blanc jusqu'au menton, qui chantait en latin, en français, en anglais et en indien. Ah! que d'illusions nous avons perdues: nous savions, par déduction, que les torontoises, comme les anglaises, ont deux grands pieds, mais jamais nous n'aurions cru que non seulement elles ne sont pas bilingues mais qu'elles sont tri et quadrilingues! Chers bilingues québécois que nous sommes, nous croyons tout savoir quand nous parlons anglais et quelque peu français!

Et nous faisons les pitres, comme Jean-Pierre Ferland: il parlait bien n'est-ce pas?

Mais le clou du spectacle, la pièce maîtresse de ce pont lancé entre deux villes et deux cultures, fut sans contredit l'incroyable salade Irma-la-douce-My Fair Lady. Par un curieux retour des choses, et c'est là que l'émission était vraiment divertissante, le ridicule de ce numéro reflétait non seulement celui du genre de l'entreprise mais celui-là même de la confédération canadienne. Car la comparaison était inévitable, fondamentale, tellement apparente dans la grossièreté des ficelles! Quel curieux mais révélateur détour pour rapprocher deux peuples que de faire appel à des faits culturels étrangers à l'un et l'autre. On ne divertit pas mieux les peuples colonisés. Vraiment la bébelle était inimitable. On aurait voulu faire une satire de la situation politique canadienne qu'on n'aurait pu faire mieux. Il n'est pas jusqu'aux paroles des chansons qui ne chantaient le bonheur de cette odieuse mixture. Il fallait entendre Irma-la-Gaube déclarer au sirupeux Guérard: "...de cette vie de chien, en somme, on est bien..."

La naïveté des intentions de Radio-Canada n'a eu là d'égale que la bêtise monumentale qui couronne ses efforts quand elle se mêle de prêter vie au mythe de l'unité "nationale". Mais nous ne devons pas oublier que ses efforts pour défendre la thèse fédéraliste découlent naturellement de son mandat, comme nous l'a si bien rappelé son président dernièrement. Pourtant ce mandat, elle le remplit habituellement de façon plus subtile, en particulier lors de ses petites et grandes émissions dites d'information. Il nous faudra revenir là-dessus. Car il faut bien voir que si nous sommes de cette "génération de la télévision", cette dernière n'est pas de la nôtre.

Jacques ALLARD

les divertissements 2

bergman l'ingrat

denys arcand

Vraiment Bergman est un ingrat. Son pays l'avait nommé directeur du Théâtre National. L'O.C.I.C. l'avait presque déjà canonisé, mêmes les nonnes mettaient ses films à l'affiche de leurs délicieux ciné-clubs. Et voilà qu'il fait **Tystnaden.** Il était pourtant sur le bord de devenir un cinéaste sérieux, étudié, grave, un de ces cinéastes dont on parle dans Vie Etudiante. Et voilà qu'il fait **Tystnaden.** Encore si ce film avait été fait par Bunuel ou par Godard, on aurait été rassuré, on aurait compris; on aurait dit: "Ah ce Bunuel (ou ce Godard) toujours frondeur, toujours enfant terrible!" On aurait dit cela avec un bon sourire de compréhension. Mais il s'agit de Bergman, du grand Bergman, de celui qui avait fait religieusement frissonner les

belles âmes inquiètes du monde occidental. Et voilà qu'il vient de tourner **Tystnaden.** Quelle indélicatesse pour les bien-pensants-de-gauche. Eux qui l'aimaient tellement!

Les artistes sont souvent ingrats pour les bien-pensants-de-gauche. Eux qui sont si gentils! Ce sont des gens bien éduqués, intéressés aux mouvements sociaux (syndicalisme, J.E.C. etc.); ce sont des gens instruits qui ont connu Paris "cette vraie source de la culture" comme ils le disent si subtilement. Par ici ils lisent Cité Libre et quelque fois Liberté (ils ont des audaces...), aux Etats-Unis ce sont les abonnés de Horizon et du Book of the Month, en France ce sont les disciples d'Esprit et de Planète. Les bien-pensants-de-gauche sont une confrérie universelle. Généralement bien payés, ils occupent des postes de commande dans la société, et ils se donnent des petits cocktails où l'on parle de politique, de religion et d'art dans une atmosphère de bon goût et de libéralité. Et ils aiment les artistes. Mon Dieu qu'ils les aiment! Ils prennent un air sérieux et intelligent pour parler des problèmes du cinéma, des problèmes de la littérature et du dilemme de la peinture. On aime les entendre parler de Bunuel par exemple: comme ils le comprennent! Comme ils l'aiment! Comme ils savent expliquer la violence de ce cinéaste et comme ils lui pardonnent de leur faire passer des petits frissons coupables. Ils sourient presque tendrement en mentionnant les "audaces du terrible Bunuel". Bien sûr il y a des **auteurs dangereux** et dont on dissimule les ouvrages dans sa bibliothèque. Il y a certaines convenances que le bon goût raisonnablement... surtout devant sa femme... D'autre part il y a aussi des oeuvres incompréhensibles, Sartre, Heidegger, la raison dialectique, le Dasein, sont définitivement des choses qu'il faut laisser aux "spécialistes". Egalement il serait inadmissible de permettre à ses enfants de voir: "Et Dieu créa la femme". Cela va de soi. Mais quand même les bien-pensants-de-gauche aiment les artistes. (C'est pour cela qu'ils sont "de gauche".) Et parmi les artistes ils ont leurs préférés: Baudelaire, Rimbaud, Gaugin, Camus, Saint-Exupéry, Fellini, Sydney Béchet. Les "good bad guys" de l'Art. Bien sûr ce sont des révoltés, mais ils sont si sincères, si ouverts, qu'ils sont à vrai dire presque sur le chemin de la Vérité. (Qui est comme chacun sait Une etc. etc.) Prenez Rimbaud: "un mystique sans la grâce". Voyez Saint-Exupéry: quelle chaleur humaine. Dommage qu'il soit mort prématurément; dans Citadelle, ses dernières paroles, n'y décèle-t-on point des indices certain de la Vérité? Ecoutez Sydney Béchet, n'est-ce pas là toute l'âme noire qui se libère inoffensivement dans ces rythmes langoureux? (Petite Fleur et "faites-moi danser voulez-vous, cher?") Voyez 8½ de Fellini, n'y sent-on pas l'angoisse du cosmos qui nous trouble tous? Bien sûr il y a des fausses notes. Le problème c'est qu'avec les grands artistes il y a presque toujours des fausses notes. Camus avant de mourir a écrit **la Chute** qui est un livre bien noir et avouons-le presque de mauvais goût. Mais on se rassure vite: nul doute que **la Chute** n'était qu'une étape dans son oeuvre et s'il avait vécu, Camus aurait retrouvé la belle chaleur de la solidarité humaine telle que décrite dans **la Peste**. Mais une des pires, des plus bêtes fausses notes, c'est Bergman.

Bergman, un homme d'une aussi belle réputation, à propos duquel on pouvait lire dans le numéro de décembre d'"Actualités": "...Centré avec une concision et une richesse rarement égalées dans les images et les paroles sur des aspects importants du problème de la Foi... il laisse espérer que ses personnages comprendront le sens de leur épreuve en s'associant à la passion du Christ..." Ce même Bergman vient de faire **Tystnaden.** Lequel film est à la vérité une histoire toute simple qui remue quelques images ayant des rapports précis avec le lesbianisme, l'inceste, le don juanisme, la

masturbation, le meurtre, le fétichisme, la nymphomanie, l'exhibitionisme, à part quelques autres thèmes secondaires qui vont de la tuberculose à la scatologie. L'intrigue du film est assez simple; deux lesbiennes, dont l'une a un fils d'une dizaine d'années, arrivent dans une ville lointaine. L'une d'elles est malade et crache le sang par intermittence entre deux bouteilles de vodka et une séance de masturbation, l'autre en rupture de liaison, va se chercher un homme, le premier garçon de café venu, et couche avec lui sous les yeux de son fils et de son amie, avant de s'enfuir au loin en emmenant son garçon qui commence à la mépriser ouvertement tout en la désirant animalement. Il va sans dire que toute cette histoire est racontée dans une belle lumière, blanche et totale. Il n'y a pas de place dans **Tystnaden** pour les beaux dos et les étreintes érotio-esthétiques d'Hiroshima. Bergman, les dents presque serrées, a tout tourné avec un cone-light au plafond et en plans moyens. Et on sait qu'un couple qui fait l'amour, tourné en plans moyens ça ne fait pas particulièrement Série Rose comme images. Le plan moyen devient encore plus intéressant quand il s'agit d'une scène de masturbation. Surtout lorsque la caméra a fait son foyer sur la très belle et très élégante Ingrid Thulin que bien des belles âmes avaient admirée dans de belles scène que d'aucuns prenaient pour l'expression la plus pure d'un cinéma presque métaphysique. Dans **Tystnaden,** quand elle s'étend sur son lit pour se livrer sur elle-même à des industries que la plupart des femmes cachent avec effarement même à leur confesseur, le plan moyen atteint un sommet de puissance que vient magnifiquement appuyer un gros plan de pupilles révulsées et de lèvres écumantes. Et je ne parle pas ici du petit garçon qui embrasse passionnément le corps nu de sa mère, ni de la femme qui revient d'un rendez-vous galant et qui se précipite laver sa culotte dans le lavabo.

Tystnaden est comme une grande tache noire et féroce sur la chasuble dorée dont on se préparait à envelopper Bergman. Bien sûr, c'est encore la caméra et le montage à papa, mais un bâton de dynamite explose violemment, même enveloppé dans un vieux châle. Le film se déroule dans un Silence complet, (d'où le titre français) entrecoupé seulement d'un écho de Bach, de quelques phrases, et surtout de quintes de toux, de râles, et de gémissements. L'oeuvre est tellement crispée et violente comme une gifle, que comme pour Camus écrivant **la Chute**, on pense à un Bergman secouant avec colère les fils d'araignées que ses derniers films avaient laissé pendre autour de lui. Il est toujours humiliant d'être adulé par des gens qu'on méprise. Mais que les bien-pensants-de-gauche se rassurent; j'ai vu **Tystnaden** à Goteborg il y a deux mois, et les Suédois pensent qu'il sera difficile d'exporter le film, même en Europe. On dit que la censure française sortirait ses couteaux. C'est dire que nous ne verrons pas cette oeuvre de sitôt ici, sinon en version d'exportation c'est-à-dire complètement mutilée. Nos beaux esprits ont tout le loisir de revoir les "Communiants" et "A travers le miroir" et de penser à Bergman comme à un cinéaste hautement moral et presque dépassé. ("Vous savez maintenant c'est de Francesco Rosi qu'il faut parler...")

Quelquefois on se prend à rêver devant des gestes artistiques comme **Tystnaden** ou **la Chute.** Rêver que par exemple au Québec des artistes auront la force de se lever et d'écarter d'un revers de main rageur les voiles d'admiration de chaleur et de compréhension dont les ont entourés les bien-pensants-de-gauche. On pense à Pierre Perrault "ce poète de nos espaces", à Anne Hébert "cet écrivain délicat et sensible", à Gabrielle Roy " la subtile analyste de notre âme collective". On espère que ces artistes à leur tour auront le courage d'écrire, de peindre ou de filmer des cris

presque insoutenables, affirmant par là leur vocation première qui n'est pas précisément de rassurer la présidente des Amis de l'Art, ou l'éditeur du Cercle du Livre de France, mais bien de troubler, de bouleverser et de choquer toutes les âmes trop tranquilles et tous les esprits trop sereins et trop compréhensifs. Car s'il est vrai que l'art doit tendre un miroir à la société, notre monde en révolution ne peut avoir d'autres reflets que des lueurs qui rappelleront Goya et Jérome Bosh.

Denys ARCAND

les divertissements 3

jazz dans la vie quotidienne

patrick straram

"...en plus de faits spécifiquement musicaux, c'est aussi un nouveau climat moral qui a pénétré dans la musique de jazz."

André FRANCIS

l'autre monde dans celui-ci

"Bien plus qu'hier et tout à fait pour demain la question est à repenser. Combien peuvent y répondre? Qu'est-ce que le jazz?"

Ainsi posée dans son acuité réelle la question qu'il faut — et qu'il faut poser à propos de chaque art, puisque c'est désormais vraiment le temps maintenant de repenser Lénine: "L'éthique sera l'esthétique de l'avenir".

Un syndicaliste d'une activité débordante et toujours conforme à une pensée politique parfaitement maîtrisée, l'assez magnifique Jean-Marie Bédard, de l'I.W.A., aime élargir les perspectives d'un discours en citant le poète Paul Eluard: "Il y a un autre monde, mais il est dans celui-ci".

L'art contemporain est sous ce signe d'une re-création du monde, et la plus élémentaire attention permet de constater la similitude de cette tentative et de la démarche marxiste, la re-création d'un monde qui cette fois soit de l'homme pour l'homme, après tant de siècles d'un monde de l'exploitation de l'homme par l'homme. (Veut-on bien, une fois pour toutes, ne pas dissocier l'art du processus politique, semblerait-il y avoir au premier abord incompréhension ou antinomies mêmes, et sans pour cela faire l'apologie d'un quelconque réalisme socialiste, qui n'est qu'une transposition du conformisme petit-bourgeois du 19e siècle, une solution transitoire à des problèmes d'adaptation de l'homme quotidien à un monde nouveau qu'il faut d'abord concrétiser? Saint-Just est une conséquence de Diderot, Montesquieu et d'Alembert, et Rimbaud fait la Commune beaucoup plus durable pour l'avenir qu'elle ne l'aurait été sans un poète).

Cet autre monde, qui est bien dans celui-ci, en a dressé un inventaire fabuleusement déchirant mais extrêmement prometteur, si tant est que l'individu aille au bout de ses virtualités, celui que Pierre Kast avait rudement raison d'appeler **le contemporain exemplaire**: Boris Vian. "J'appliquerais volontiers le mot d'Eluard à la vision de Boris Vian: Il y a un autre monde, mais il est dans celui-ci". (François Billetdoux). Le camarade Boris qui, l'un des premiers, aima le jazz, et s'en fit l'un de ses propagateurs les plus acharnés, comme les plus acharnés, comme les plus intelligemment concernés et explicatifs.

Et il n'y a pas loin du magistral livre de Boris Vian "L'écume des jours" au magistral "Out of this world" qu'avec le pianiste McCoy Tyner, le contrebassiste Jimmy

Garrison et le drummer Elvin Jones (une prodigieuse section rythmique), joue pendant près de 14 minutes John Coltrane. Un disque que tous doivent posséder, entendre et réentendre. Impulse A-21.

A l'atroce "Out of nowhere" de Charlie Parker, bouleversante et géniale érection d'une entité humaine jaillie, **faite** de rien, dans le néant, le plus réfractaire, faite de rien sinon d'un instinct pur et assumé de l'homme réel possible, succède cette appréhension d'un monde coïncidant avec l'homme, une vision du monde encore terriblement ambiguë mais qu'il appartient désormais à chacun de préciser, d'approfondir.

Dans le découpage de Gilles Groulx pour "Voir Miami", ce film dont il faudrait exiger la projection dans un ou plusieurs cinémas de la métropole, je lis: "...importance de la danse chez la population noire du Sud, seul espoir." Et dans le commentaire de Paul-Marie Lapointe pour ce même film: "La liberté, au Sud ,n'a parfois qu'une forme... — Le Noir invente des façons nouvelles de circulier librement sur la terre..."

Dans "l'état actuel des choses" le musicien de jazz n'a pas d'autre alternative, d'autre liberté que sa musique, qui est d'ailleurs une effraction manifeste et magnifique.

C'est une étude très complète qu'il faudrait consacrer aux problèmes quotidiens de l'homme qui s'est voulu musicien de jazz. Je ne peux ici aborder ces multiples problèmes, dont l'insécurité, le complexe de persécution (complexe conséquence d'une réalité trop réelle), l'emploi de la drogue, etc..., sont des aspects capitaux.

Disons sommairement qu'il intervient directement à même la vie quotidienne, produisant une éthique-esthétique conforme aux objectifs politiques d'une désaliénation globale de l'homme, lorsque le musicien de jazz communique ce monde à part, qu'il préserve de toutes les supercheries habituelles et qu'il anime d'une authenticité nue et forte incomparable.

"Out of this world", mais bien dans "le monde réel", qu'Aragon si scientifiquement et lyriquement à la fois dit...

"Le jazz est matière vécue: l'exécution est l'oeuvre. Seul le disque a permis d'éterniser son inquiétante grandeur. Ce livre se propose de guider l'auditeur parmi les embûches des catalogues".

Ce livre?

"Jazz", dans la collection "Solfèges" des Editions du Seuil (Fomac distributeur). Un manuel exemplaire et indispensable d'André Francis, un analyste intègre, précis et qui sait expliquer ce qu'il aime — la preuve du seul amour qui soit.

Le meilleur ouvrage jamais consacré au jazz dans le monde est celui d'André Hodeir, "Hommes et problèmes du jazz", "Au Portulan, chez Flammarion". Mais c'est un livre complexe, très technique.

Je ne sais pas de meilleure introduction au jazz que le livre d'André Francis, "Jazz". "Ce guide désire donner aux amateurs une claire vue d'ensemble esthétique, historique et technique sur le jazz, renseigner ces amateurs sur l'incessante évolution des tendances qui rendent bien précaire tout jugement définitif, rendre perceptible aux "Jazz-fans", grâce à l'indispensable illustration du disque, le jaillissement de l'aventure musicale qui constitue l'histoire du jazz".

Il ne sera jamais question d'adhérer à un phénomène sans en connaître certaines règles. Une connaissance très poussée seule permet de bien aimer. En cet âge dont le jazz est une des lignes de force primordiales pour bien revendiquer et bien construire un monde nouveau à la mesure de l'homme réel, il faut lire le "Jazz" d'André Francis. "Ce livre veut vous aider à choisir pour trouver la véritable dimension du jazz... **il propose quelques clés aux bonnes volontés".** Ce qui est assez "clair", je pense...

Patrick STRARAM

pour une information globale

jacques godbout

Obtenir, exercer, conserver le pouvoir: travail de parti, ou de député. Or entre deux élections, quelle peut être **l'action démocratique** du simple citoyen? (Je veux dire de cet être qui n'est ni millionnaire, ni membre du clergé ou d'une profession libérale.)

Devenir membre d'un 'pressure group'? C'est évidemment la tentation la plus forte. Mais ces **pressure groups,** à la limite, court-circuitent l'action légale des électeurs. En fait on se retrouvera bientôt, grâce aux "corps intermédiaires", les uns accrédités, les autres y rêvant, avec un sous-gouvernement non élu, plus puissant que le premier, plus égoïste aussi, sapant à mesure l'autorité des ministres mais surtout inventant au jour le jour les programmes politiques.

C'est d'ailleurs ce qui se passe déjà: et le court-circuit du court-circuit, la Commission royale d'Enquête, se voit re-court-circuité au rapport. Le **pressure group** est Roi. Celui, occulte, de l'argent, de la religion ou de l'intérêt corporatiste, et l'autre, aussi dangereux puisqu'il finit toujours par avoir recours à la démagogie, qui travaille à ciel ouvert, par congrès, débats, conférences et communiqués de presse. Cependant, personne n'éliminera le **pressure group** et il faut plutôt voir comment assurer le jeu démocratique en multipliant les occasions de contrebalancer le faux pouvoir. (Je parle évidemment d'une situation démocratique en pays évolué — nous y viendrons — où la représentation est proportionnelle au nombre d'électeurs, où les partis appartiennent à un ensemble de citoyens, où les tendances diverses sont nettement définies, où le candidat n'est pas imposé, où l'on veille à ce qu'une profession (aujourd'hui, dans les villes, les avocats) ne domine l'ensemble de la députation, où etc. Donc: quel nouvel élément introduire de telle sorte qu'entre le Pouvoir d'une part et le Citoyen-électeur d'autre part, les intermédiaires ne soient ni trop forts, ni trop nombreux?

Car il en va de même en politique que pour le lait: augmentez les intermédiaires, les prix montent, et à chaque extrémité le producteur et le consommateur en font les frais. Eliminez les intermédiaires, fondez une coopérative, etc. Mais en politique?

Le député qui se sentirait observé, mis à nu, suivi; le citoyen qui se sentirait impliqué: en somme l'un et l'autre unis par l'Information. On connaît, à ce sujet, le rôle que jouent les journaux et le service des nouvelles des postes de radio-télévision: à force de **rapporter** la nouvelle, les journalistes (quand ils ne s'imaginent pas, parce qu'ils la **rapportent,** qu'ils l'ont créée) sont à ce jour notre unique garantie d'un jeu démocratique passablement rouillé.

J'y viens: la télévision a mis les pieds dans l'église et si le dimanche matin, à l'Oratoire, on compte peu de miracles en direct, on compte au moins que ce déficit sera comblé par le lien télévisuel entre le spectacle et le fidèle; même chose dans les sports où l'appareil de prise de vues assiste indifféremment aux tournois de golf, de tennis, aux joutes de football, de hockey, de baseball, etc. Le télésportif est un animal qui se porte bien et le sport organisé ne s'en porte que mieux. Or ce qui est assez bon pour le sport et la religion doit l'être aussi pour la politique: je veux dire que le télécitoyen serait mieux servi dans une **télédémocratie** que dans une **télécratie.**

Doit-on rappeler l'usage que De Gaulle fait de la télévision, celui qu'en fit Kennedy, l'importance qu'elle eut lors du débat Johnson-Lesage, l'outil qu'elle devint entre les mains de Lévesque, l'utilisation systématique que Drapeau, tous les dimanches, etc. Le danger est ce contact à sens unique; et que l'appareil devienne une boîte à persuasion; alors que la télévision est née pour la **vérité** (voir Dallas) au point où les ethnologues y ont vu leur premier concurrent sérieux.

D'où l'on devine qu'ajouter, grâce à la télévision, des dimensions plus nombreuses à la démocratie, jouerait en faveur du citoyen, de l'éducation politique, etc.

Ainsi, une caméra braquée, en direct, sur les séances du parlement, pendant la session, une heure par jour... les députés en profiteraient pour donner un spectacle? Mais que diable font-ils aujourd'hui? L'orateur le plus habile serait la vedette du téléparlementarisme? Mais comment les élit-on ces députés? A leur faconde! (Caouette doit 75% des voix qu'il obtient à son art oratoire, 25% à ses **idées.**) Cette émission politique vaudrait sûrement autant (et nous y avons autant droit) que les émissions religieuses ou sportives. De plus elle justifierait l'apparition de commentateurs de la politique: la télévision est l'automation des nouvelles, et tant pis pour l'estafette du premier acte des tragédies classiques, le reporter à l'ancienne.

De la télécratie à la télédictature il n'y a qu'un pas. Mais si la caméra est au coeur des manoeuvres parlementaires on hésitera à faire ce pas. De la démocratie parlementaire traditionnelle à un système duplessiste, il n'y a qu'un pas. Mais si nous utilisons **tous les moyens** à notre disposition pour assurer aux citoyens une **information totale,** c'est un pas que l'on ne pourra faire.

Le gouvernement par le silence, les pressions des corps **intermédiaires,** les députés-bonnes-d'enfants, tout cela n'est que paternalisme, jésuiterie et jécisme. La démocratie vers laquelle nous devons tendre doit étaler son jeu à ciel ouvert.

Autrement nous ne jouerons pas longtemps.

Jacques GODBOUT

crypto-vulgarités

PREMIER TABLEAU — L'Ultimatum

La rencontre a lieu dans les restroumes de la Confédération

Lesage. — Je n'ai jamais prononcé ce mot-là.

Pearson. — Il n'y a eu ni ultimatum ni capitulation. **(Il se les gratte.)**

Lesage. — Il faut reconnaître que M. Pearson est le plus grand diplomate qu'on connaisse.

Pearson. — J'irai à Québec bien armé.

Lesage **(sortant des restroumes, à la foule).** — Je suis satisfait!

Brouhaha.

Lesage. — Je répète que je ne suis pas satisfait!

Pearson **(à part).** — Je n'ai pas l'impression d'avoir été choisi pour être le témoin de la liquidation de la Confédération canadienne.

TABLEAU II — Bee-Koultour

Une séance de la commission Dunton-Laurendeau.

Pearson. — A l'avenir les chefs libéraux devront parler le français aussi bien que l'anglais, côme che sweatrâis être capébeul de le fére.

Pierre Daviault. — Biculturalisme est un néologisme né au Canada; il semble qu'il soit apparu d'abord dans le Globe and Mail de Toronto.

Laurendeau. — Mon collègue Davidson n'est-ce pas Dunton, je pense, vous dira tantôt qu'à notre avis (hum hum), l'idée centrale de ce mandat c'est celle enfin de l'equal partnership between the two founding races, n'est-ce pas, formule je pense presque intraduisible (hum hum) en français.

L'assemblée se dérhume.

Dunton. — Le concept d'égalité peut paraître nouveau à certaines personnes; toutefois, il n'est pas entièrement nouveau.

Jean-Louis Gagnon renverse sur lui son verre d'eau.

Miss Alwilda Bonner. — Que l'on ait l'égalité d'un côté à l'autre: apprenez l'anglais.

Applaudissements frénétiques.

Pearson **(se les grattant toujours).** — Je n'ai pas l'impression d'avoir été choisi pour être le témoin de la liquidation... etc...

TABLEAU III — La montagne et le cow-boy

Dans les écuries de la Con-fédération

Lamontagne. — Certains leaders québécois sont des crypto-séparatistes.

Le cow-boy. — ... **(il s'esclaffe)**

Lamontagne. — Les socialistes et les conservateurs sont des séparatistes.

Le cow-boy. — ... **(il éructe)**

Lamontagne. — M. Diefenbaker est le porte-parole du séparatisme anglais, il fait ainsi le jeu du séparatisme québécois.

Le cow-boy. — ... **(il hennit)**

Lamontagne. — Alors la voix des modérés du Canada français cessera de se faire entendre et nous affronterons tous la catastrophe.

Le cow-boy **(l'écume à la bouche).** — Je n'avais pourtant pas l'impression que la liquidation... whi-hi-hi... la Confédération... whi-hi-hi...

TABLEAU IV — Epilogue

De nouveau dans les restroumes

Diefenbaker **(la voix provient d'une des cabines).** — Phouarrrchz!... tripatouillage... confédération oh! shit, my dear... Pearson... tripatouillage, dam it!

Pelletier **(il bat des mains).** — Bravo monsieur Pearson!

Pearson. — Impression... être témoin... liquidation...

Pelletier **(il danse, rebat des mains et se tape le cul par terre).** — Bravo monsieur Pearson!

Chevrier. — Il existe un moment opportun pour entrer en politique, un autre pour en sortir.

Pearson. — ...impression... euh... confédération... hic!... liquidation... glou glou glou...

RIDEAU

N.B. Nous remercions *La Presse* et *Le Devoir* qui nous ont permis de reproduire ces phrases inspirées.

parti pris
publiera
en mars

un socialisme québécois

---

les éditions de
parti pris
publieront bientôt
leur premier volume

la ville inhumaine

roman
de laurent girouard

---

un poète de
parti pris
publie chez Déom
le 6 février

terre québec

poèmes

paul chamberland

BULLETIN D'ABONNEMENT

PARTI PRIS

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de ☐ six mois, ☐ un an,
à **PARTI PRIS**, à partir du numéro de.....196....
Ci-joint un ☐ chèque, ☐ mandat poste, au montant de.....

TARIF: Abonnement	ordinaire	de soutien	outre-mer (avion)
six mois (6 nos)	$2.50	$ 5.00	$ 5.00
un an (12 nos)	$5.00	$10.00	$10.00

....., le.....196....
(Signature)

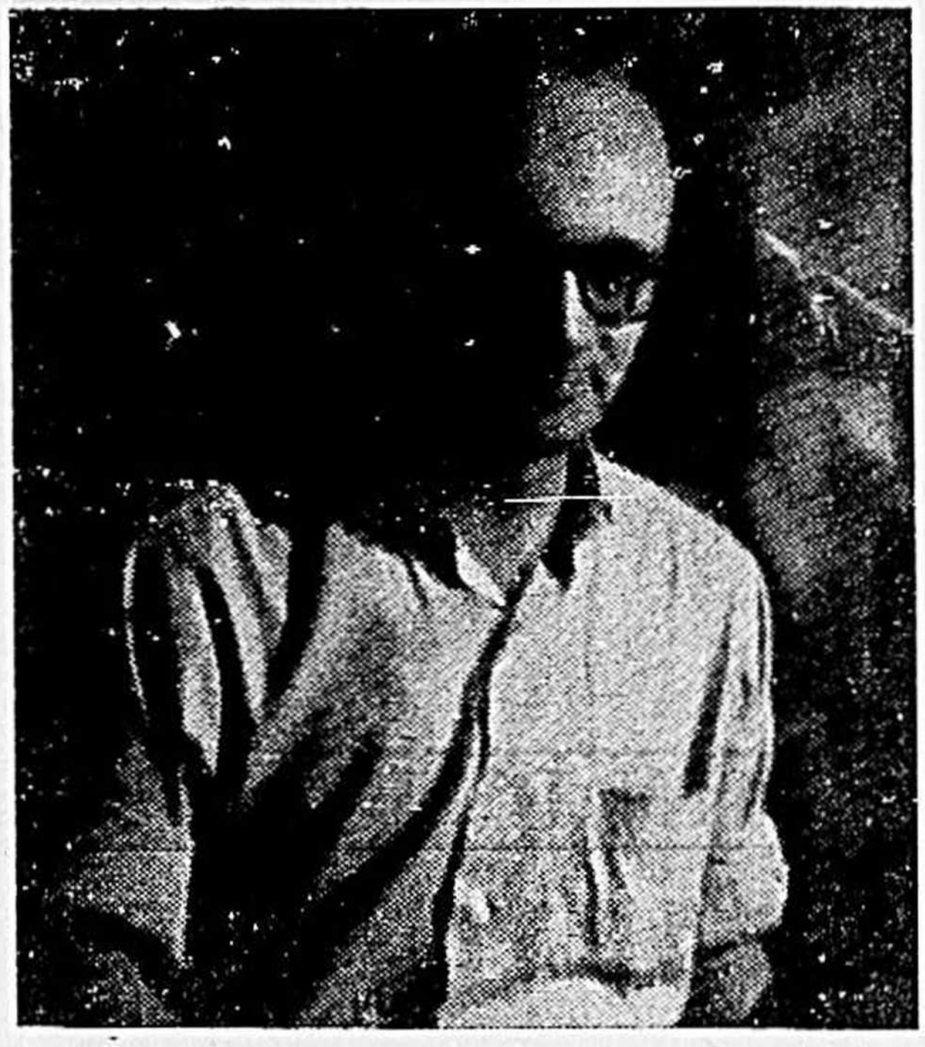
Nom .....
Adresse .....
Ville .....
Profession .....

Faire parvenir ce bulletin à PARTI PRIS, 790-b av. Champagneur, Montréal (8)

---

prière
d'afficher

jean-jacques lanciault



Le chef Robert, de la Sûreté municipale, déclarait récemment que le délateur du FLQ avait reçu la récompense promise. Il s'est refusé à en divulguer l'identité "pour les raisons que l'on sait".

Parti Pris a reçu dernièrement cette lettre accompagnée d'un cliché:

Revue Parti Pris,
790 b, Champagneur,
Montréal 8,

Nous vous envoyons la photo de Jean-Jacques Lanciault, alias Jean-Paul Lanctot, ainsi que trois exemplaires de notre journal de liaison *La Cognée*.

Lanciault est le type debout, à droite et portant lunettes sur les deux photos. Nous espérons que photos et journaux vous seront de quelque utilité.

Révolutionnairement vôtre,

Paul Lemoyne,
La Cognée.

Nous avons cru intéresser nos lecteurs en publiant l'un et l'autre, pour des raisons que l'on devine; nos lecteurs sauront sans doute en tirer parti.

PARTI PRIS